

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1908.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1909 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COUSOT.

MESSIEURS,

Le Budget des voies et moyens pour 1909 est en recul sur le Budget de 1908.

En 1908, on prévoyait une recette de 621,404,924 francs.

En 1909, les prévisions sont de 619,200,944 francs.

Le fait vaut, à coup sûr, d'être signalé.

Les recettes perçues depuis 1900 dénotent toujours et régulièrement un accroissement :

1901	501,249,230
1902	504,303,188
1903	513,831,261
1904	533,199,543
1905	581,538,336
1906	597,188,157
1907	616,810,481
1908	621,404,924

Les prévisions pour 1909, confirmatives des faits réalisés en 1908, montrent que nous sommes à un cran d'arrêt de notre prospérité.

Depuis de longues années les recettes de l'État avaient pris une marche ascendante vraiment remarquable (diagramme I). Le total des recettes, qui, en 1893, s'élevait à 371,828,913 francs, s'est régulièrement élevé jusque 616,810,481 francs en 1907, soit une progression moyenne de 18 millions et une augmentation, en treize ans, de 244,981,568.

(1) Budget, n° 4¹.

(2) La Section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Bertrand, Denis, Franck, Cousot, Visart de Bocarmé, Hubert.

Au lieu de cette progression, les prévisions budgétaires pour 1908 ne seront pas atteintes, et il faut reculer encore en 1909.

Cette prospérité de la période de 1895 à 1907 apparaît surtout remarquable si on la compare à l'accroissement des recettes de 1840 à 1895, qui se chiffre par une moyenne annuelle de 4 millions.

Attribuer la chute de nos recettes à la crise économique dont nous souffrons, bien moins d'ailleurs que d'autres pays où les déficits budgétaires sont effrayants, c'est constater une cause ; mais il y a mieux à faire ; il faut en tirer une leçon ; il faut, par l'analyse des chiffres savoir sur quelles sources de nos revenus pèse surtout le malaise économique. En même temps, nous aurons l'occasion de nous assurer si les évaluations de l'administration sont suffisamment prudentes et ne dénotent pas un optimisme auquel nous aurions habitué les années d'abondance.

I.

Les évaluations budgétaires.

L'impôt foncier marque une constance remarquable dans une lente progression. Donnant en 1895 24.958,000
il atteint en 1907 27,987,219

Soit à peu près une augmentation de 3 millions.

La marche de l'augmentation de cet impôt, les bases certaines d'appréciation — nombre et importance déjà connus des nouvelles constructions à imposer —, justifient l'évaluation de 332,000 francs d'augmentation.

La contribution personnelle où devraient se refléter plus exactement les besoins croissants de luxe et de bien-être — qui sont un caractère de notre vie moderne —, s'est accrue en treize ans d'environ 4 millions :

En 1905. 19,314,000.
En 1907. 23,927,644.

Cette source de revenus a une marche si régulière que les évaluations — augmentation moyenne des cinq dernières années — ne peuvent soulever de critiques fondées.

Les ressources fournies au Trésor par le droit de patente portent mieux la marque du mouvement commercial et industriel :

En 1895 elles apportaient un revenu de 7,182,831
En 1907 » » » 14,375,459

Soit donc une augmentation de 7 millions.

Etant donné la stagnation des affaires industrielles, l'administration a très prudemment fixé son évaluation au revenu de 1908, sans aucune augmentation, en une matière où, en treize ans, la progression moyenne fut de 500,000 francs annuellement.

Les ressources fournies par les droits d'enregistrement et de transcription

ne sont évaluées qu'à la recette probable de 1908, indiquant ainsi la prévoyance de l'administration.

Pour les revenus du greffe, des hypothèques, droit d'insription, on s'en tient à la recette moyenne des trois dernières années. On suit la même règle de prudence pour fixer les revenus des droits de succession.

Les douanes, qui rendaient en 1895 30,200,000 fr., ont donné en 1907 34,592,928 fr..

Soit une augmentation de 24 millions (part de l'État).

Les prévisions de 1908 furent de 36,000,000 fr. (y compris le fonds communal et le fonds spécial). Mais d'après les données, fournies pendant les dix premiers mois de l'année, on doit s'attendre à un déchet.

Droits de douanes perçus (10 premiers mois).

En 1908.	En 1907.
fr. 47,872,457	fr. 48,203,005
Soit un fléchissement de 330,628 francs.	

Pour éviter tout mécompte on conserve pour 1909 l'évaluation de 1909.

Les douanes nous donnent un exemple de fluctuations en relation avec le mouvement économique. Ces relations s'accusent aussi dans le revenu des accises. De 1895 à 1907 les droits d'accise ont progressé de 32 millions au moins (part de l'État).

En 1895.	fr. 43,300.000.
En 1907.	» 77,534,000

Lorsqu'on considère le tableau depuis 1895, on y voit l'effet des *lois moralisatrices contre l'alcoolisme*. L'évaluation proposée pour 1909 est en diminution sur les propositions de 1908. On ne peut s'empêcher de constater à ce propos combien heureusement était inspiré le Gouvernement en ne cédant pas aux sollicitations de ceux qui voulaient abaisser encore le droit d'accise sur le sucre. En privant le Budget d'une part importante du revenu provenant de ce droit d'accise, l'équilibre budgétaire eût été bien compromis.

C'est la diminution dans le rendement des péages qui intervient pour la plus grande part dans le fléchissement des recettes.

Globalement (postes, télégraphes et chemins de fer), les péages apportaient

En 1895	fr. 171,065,372
En 1907	298,467,550

soit une progression en treize ans de plus de 127 millions.

Considérons exclusivement les résultats financiers de l'exploitation des chemins de fer.

En 1908 on prévoyait une recette de 276 millions; on n'obtiendra que 262 millions, soit une différence de 14 millions.

Or, en 1907, le compte de l'exploitation des chemins de fer avait donné déjà un déficit de 6,811,580 francs, et l'exercice en cours nous réserve un déficit plus considérable !

Aussi, avec beaucoup de prudence, l'Administration propose d'accepter le chiffre probable de 262 millions de recettes sur les marchandises en 1908 et de ne l'augmenter que de la recette normale et progressive des voyageurs et transports, soit 264,200,000 francs.

Ce bref exposé répond suffisamment à une question (III) que posait la section centrale. « Comment l'Administration justifie-t-elle les évaluations du Budget des voies et moyens, soit pour le revenu des chemins de fer, soit pour les accises, douanes et impôts directs ? Les évaluations fournies ne sont-elles pas exagérées ? »

Des faits qui viennent d'être résumés il ressort que le Budget des voies et moyens est dressé avec une parfaite sincérité et que les évaluations tiennent largement compte des conséquences du malaise économique de cette période d'arrêt de notre prospérité.

Les mesures prises par le Gouvernement, tant pour fixer les recettes que pour modérer les dépenses, amèneront, à n'en pas douter, l'équilibre du compte de 1909.

II.

Parts des impôts et revenus dans le Budget.

Lorsqu'on analyse avec soin la marche des diverses sources des revenus, on est frappé d'un fait : c'est de la régularité de la lenteur de la progression et de la stabilité des impôts directs ; au contraire, c'est de la variabilité dans la courbe de nos impôts indirects et dans le produit du chemin de fer.

L'énorme oscillation dans le produit du chemin de fer est la cause principale du manque d'élasticité du Budget des voies et moyens.

En 1907 et 1908, ces fluctuations ont amené dans les résultats de l'exploitation un déficit inattendu qui compromettrait l'équilibre budgétaire si les autres sources de revenus n'apportaient une heureuse compensation.

Dans la période 1895-1907 l'augmentation constante des recettes générales se chiffre par 243 millions. Or, dans cette augmentation les péages interviennent pour 127 millions.

Le tableau suivant met en évidence la variabilité des résultats de la régie des chemins de fer. (*Voir Diagramme.*)

Soldes annuelles.

	Actif.	Passif.
1900	»	4,980,415
1901	»	7,688,239
1902	2,970,988	»
1903	11,236,876	»
1904	12,098,571	»
1905	9,459,429	»
1906	8,174,298	»
1907	»	6,811,380 (probable).
1908	»	7,000,000 (approximatif).

Durant les exercices 1900 et 1901 c'était l'ère des déficits; durant les cinq exercices suivants, l'ère des bonis; et voici que, en 1907 et 1908, reparait une période de déficits. Espérons qu'elle n'aura pas une plus longue durée que celle de 1900-1901!

Toute crise économique a une profonde répercussion sur les résultats financiers de l'exploitation des chemins de fer. Il en résulte que le Budget belge est soumis à des augmentations brusques et sans mesure durant les années heureuses, à des diminutions profondes durant les années de crise. Quelles en sont les conséquences? Dans les moments de prospérité, des recettes considérables incitent à des dépenses exagérées; dans les moments de détresse, la chute des rendements réserve des mécomptes qu'on ne peut toujours réparer.

Depuis longtemps, on a proposé de donner à notre grande régie une direction « moins bureaucratique », une organisation « plus industrielle ». On ne peut ici traiter cette question dans toute son ampleur. Mais nous pouvons renouveler ce vœu de voir adopter un mode de comptabilité plus en rapport avec la nature même de l'exploitation des chemins de fer. Il faut, d'ailleurs, faire la part de l'exagération dans les critiques faites à cet égard. Telle qu'elle nous est communiquée annuellement dans le Compte rendu des chemins de fer, la comptabilité est d'une grande clarté et d'une précision parfaite. Mais ce qui fait défaut, à notre avis, c'est, en dressant annuellement le bilan et le compte des profits et pertes, de négliger de créer une réserve. Au point de vue des finances de l'État — c'est le seul aspect que nous voulons considérer —, la création d'une réserve se recommande comme une réforme facile, utile et urgente. Dans les années de bénéfice, on attribuerait à cette réserve une partie des bonis. Ainsi se constituerait un fonds de prévision. Celui-ci, ayant atteint un certain capital suffisant pour donner une redevance annuelle au Trésor et pour combler le déficit de l'exploitation, servirait de véritable régulateur. Ainsi limitée, la réforme ne demande aucune transformation essentielle dans la comptabilité adoptée et elle serait immédiatement applicable dès le retour des années de « bon rapport ».

Dans le passager ébranlement subi par les recettes une grande différence se marque également entre les impôts directs d'une part, et les accises et douanes d'autre part.

Les crises économiques ont une action notable sur le rendement des impôts de consommation et sur les droits de douane. L'augmentation du bien-être dans les périodes de prospérité s'accuse avec évidence dans les courbes ascendantes des droits d'entrée. Le tableau que nous avons dressé montre la rapide et étonnante ascension des douanes. En 1880, elles rapportaient 25 millions; en 1906, 56 millions! En 1885, les droits de douane, par tête d'habitant, étaient représentés par 4.85; en 1900, par 7.65.

En sens inverse, nous voyons fléchir les droits en 1908. Nous craindrions de faire des réflexions analogues pour le rendement des accises, dont la progression a été si vive durant la période passée, car les oscillations qu'on remarque dans la courbe de leurs rendements se lie à des causes diverses

dans lesquelles la législation contre l'alcoolisme joue le principal rôle.

Quoi qu'il en soit — sans vouloir en rien trouver excessif les impôts de consommation dont nous parlerons tantôt —, il y a, à l'heure actuelle, dans notre situation financière, un phénomène remarquable, c'est la part énorme qu'y jouent les ressources les moins fixes, les plus soumises aux influences économiques en comparaison avec les impôts les plus stables. Il est vrai que l'augmentation considérable des impôts indirects doit être attribuée à la part considérable de l'accise sur l'alcool; que, dans les bonnes années, les recettes des régies interviennent puissamment; néanmoins ne peut-on affirmer que le budget d'une nation, pour être à l'abri des revers et des mécomptes, doit trouver dans les impôts qui atteignent la richesse acquise et consolidée, une source importante des ressources qu'exige la vie nationale. Cette réflexion explique les raisons qui ont poussé la section centrale à poser au Gouvernement cette question. — « Quelles sont les réformes que le Gouvernement pense introduire dans le système d'impôts, d'abord pour les droits de succession afin d'atteindre les valeurs mobilières, secondement pour les patentes, dont on réclame la revision, enfin, pour l'impôt personnel ? »

III.

La législation fiscale. Les réformes.

Le fléchissement des recettes ordinaires, reflétant l'état du marché national et international, a attiré à nouveau, et avec une particulière intensité, l'attention non seulement sur les relations, la proportion entre les sources de revenus, mais surtout sur le problème, tant de fois agité, d'une réforme fiscale.

A. Les impôts de consommation ont-ils réellement, en Belgique, une importance exagérée? Dans les rapports antérieurs sur le budget on a fourni des tableaux comparatifs qui prouvent combien minime est le poids de l'impôt de consommation. A coup sûr, ce n'est point par comparaison avec les budgets des autres pays qu'on pourrait établir que cet impôt est excessif en Belgique.

Dans les pays à régime fiscal tout différent, en Angleterre par exemple, la part des impôts indirects dans la composition du budget est aussi large.

Pour l'exercice 1905-1906 voici comment se décomposent les recettes du budget anglais.

Impôts directs.		Impôts indirects	
Income-Tax . . .	31,000,000	Douanes	32,226,000
Land-Tax } . . .	2,700,000	Accises :	
House-Tax } . . .		Bières	12,919,000
Licences	4,667,000	Alcool	17,812,000
Timbres	8,000,000	Divers	93,000
Estate Duty	17,289,000		
Livres	63,656,000		63,050,000

Soit 50.2 p. c. d'impôts directs et 49.8 p. c. d'impôts indirects.

On pourrait presque superposer, pour la proportion, les chiffres du Budget belge.

Impôts directs 67,871,600	}	144,073,506
Droits divers 76,201,846		
Impôts indirects.		153,061,663

Il est inutile de citer l'exemple de la France avec ses gros impôts de consommation et ses régies. Mais n'est-il pas d'actualité de citer l'Allemagne, qui attend, pour se sauver de sa détresse financière, 500 millions de marks d'impôts, dont la plupart sont des impôts de consommation.

Au surplus, dans notre pays, si l'on soustrait l'énorme produit des accises sur l'alcool, l'impôt de consommation se réduit (pour 1909) à 21 millions sur la bière, à 17 millions sur le sucre (1).

Est-il vraiment possible de réduire ces deux impôts? Les relations de composition chimique entre l'alcool d'une part, la bière et les sucres d'autre part, ne justifient-elles pas ces droits d'accises? A moins qu'on ne veuille fournir à la fraude des conditions favorables pour s'exercer au détriment de la santé publique.

D'ailleurs ces impôts ont-ils nui à la consommation si désirable du sucre et à l'usage — utile, s'il est modéré — de la bière?

En 1907 on a consommé 16,496,031 hectolitres de bières indigènes, 220,454 hectolitres de bières étrangères, qui ont rapporté au trésor :

Droits d'accises	20,869,450
Droits de douane	1,106,871

Or, la consommation n'a fait que croître :

Elle était en 1891 de	10,814,959	hectolitres
— 1900 —	14,760,897	—
— 1907 —	16,496,031	—

D'identiques constatations nous sont fournies par les chiffres de la statistique pour la consommation du sucre.

Le tableau suivant en fait foi.

Consommation du sucre :

1900	21,791,216	kilogs.
1901	33,800,000	—
1902	35,900,000	—
1903	70,003,290	(2) —
1904	83,264,755	—
1905	70,415,950	—
1906	77,775,620	—
1907	82,688,241	—

(1) En effet, en dehors des vins et eaux-de-vie, des bières et du sucre, les droits d'accises ne sont perçus que sur la margarine (500,000 francs) les vinaigres et les tabacs.

(2) Y compris le sucre pour la fabrication des confitures, du sucre interverti et comme aliment du bétail.

Cette énorme augmentation de consommation du sucre — l'aliment des énergies musculaires — doit être attribuée à la rationnelle législation de l'accise sur les sucres.

Les impôts de consommation ne mettent donc point obstacle à l'introduction du sucre et de la bière dans l'alimentation de nos populations.

En revanche, l'accise sur l'alcool a puissamment aidé à la lutte contre un fléau dont souffraient nos classes laborieuses, et nul ne marchandera ses félicitations aux artisans de ce triomphe qui paraît acquis. En effet, la consommation s'est fixée à 5 lit. 30 par habitant, depuis plusieurs années. Dans quelle mesure et par quel moyen pourra-t-on, sans diminuer l'efficacité de notre armement anti-alcoolique et sans nuire au fonds spécial, toucher au droit de licence dont l'organisation soulève tant de récriminations et tant d'objections ?

B. Sans doute, les douanes n'apportent point au Trésor des revenus aussi stables que l'impôt personnel. Elles suivent les oscillations de l'essor ou des revers du commerce et de l'industrie. Mais il est peu probable que l'on rêve de toucher à l'édifice vraiment bien conçu de notre législation douanière de 1893. Sagement protectrice de notre activité, elle n'apporte aucune entrave à la libre entrée des matières premières que doit transformer l'habileté de nos ingénieurs et de nos ouvriers et — à concurrence de plus de 600 millions — des substances alimentaires qui servent à l'entretien des précieuses existences de notre classe laborieuse.

C. De nos impôts directs on voudrait un complet remaniement. Ils constituent la partie la plus stable et la plus régulièrement progressive des revenus du budget. Ils devraient en constituer une part considérable si l'on veut éviter les mécomptes.

On fait, bien à la légère, à mon avis, le procès de notre système fiscal. Pour quelques vices qu'il renferme, on voudrait y substituer des systèmes qui ont pu, avec de grands avantages indéniables, être en d'autres pays la base d'une prospérité incontestable et qui, d'ailleurs, ont réussi à s'implanter dans quelques grandes villes belges. Acclimater sur notre sol l'impôt général sur le revenu, dont l'Allemagne tire de puissantes ressources, l'impôt analytique, cédulaire qui a donné à la vie nationale anglaise un vigoureux essor, c'est là une réforme qui peut séduire par son apparence de justice. Les nations qui les possèdent les trouvent d'ailleurs insuffisants ou incomplets. L'Allemagne va augmenter ses ressources par des impôts indirects et l'Angleterre voudrait ajouter à son appareil fiscal un nouveau rouage complémentaire (impôt global sur le revenu). Les difficultés graves, les hésitations longues, les expériences plutôt défavorables dont les débats de la Chambre française nous donnent connaissance prouvent que l'on change malaisément dans une nation un système fiscal invétéré et, si je puis dire, entré dans la structure même de l'organisme social.

On a dit souvent que les meilleurs impôts étaient les plus anciens. Rien n'est plus vrai. L'habitude des citoyens à payer les contributions annuellement réclamées n'est pas la seule explication de ce fait. Il y a une raison plus profonde, essentielle, c'est que, avec le temps, l'impôt se dif-

fuse, s'étale, se répand de façon à partager son poids sur ceux qui le peuvent le plus facilement supporter. Par cette diffusion automatique, qui compense les inégalités difficiles à éviter, les vices inhérents à toute répartition, un régime fiscal reste supportable parce qu'il tend vers une juste répartition des charges.

Mais, sans recourir à une refonte radicale de notre appareil fiscal, n'y a-t-il rien à tenter, rien à faire? Telle n'est point, sans doute, la pensée du Gouvernement malgré le vague de sa réponse à la section centrale. Le Gouvernement catholique, depuis 1884, a apporté d'heureuses transformations fragmentaires — sans compter la complète et rationnelle réforme des accises et douanes — au système fiscal belge. Nous lui devons la réduction des droits de mutation pour la propriété ouvrière (1893), l'exemption totale de la contribution personnelle pour les habitations ouvrières dont bénéficient 190,000 citoyens, la réduction des droits de mutation pour l'acquisition de petites propriétés rurales (1897), la réduction du droit des patentes de bateliers (1899), la suppression de la patente des petits employés (1901), la suppression de la contribution personnelle sur les chevaux mixtes agricoles.

C'est à améliorer et à compléter notre régime belge, à mon avis, qu'il faut tendre, non à emprunter à l'étranger des formules qui pourraient ne réserver pour nous que de graves difficultés.

Notre système fiscal — avec ses défauts — a prouvé sa valeur. Celle-ci se traduit par l'admirable et continuelle progression de nos revenus, malgré les périodes de crise, d'ébranlement, de détresse. En 1830 nos revenus, à l'exclusion de tout péage, étaient de 75 millions. Avec des fluctuations peu sensibles, ils atteignent 175 millions en 1895 et 275 millions en 1908. Un mécanisme fiscal de pareille souplesse, susceptible de semblable résistance aux épreuves, suivant l'amélioration du bien-être et de l'aisance et traduisant l'essor économique et la progression de la population, n'est pas encore condamné!

a) *L'impôt foncier*. — Soucieuse de connaître les vues du Gouvernement sur l'organisation de notre impôt foncier, la section centrale lui adressait cette question : — « Quelle application le Gouvernement compte-t-il faire du travail de la peréquation cadastrale, spécialement comme base de la contribution personnelle en remplacement de la valeur locative ? »

La contribution foncière ne répond plus à la situation actuelle de nos propriétés bâties et non bâties. Cette affirmation ne demande aucun développement, tant elle traduit une vérité admise de tous. Actuellement l'impôt foncier est la source de nombreuses taxations insuffisantes ou relativement exagérées. Aussi le Gouvernement a fait procéder à une peréquation cadastrale pour servir de base à une nouvelle législation. Le travail considérable exécuté par l'Administration pour les propriétés bâties est achevé. A retarder son application, il perdrait toute valeur, car en notre temps les transformations se précipitent! On attend d'ailleurs avec une légitime impatience une plus juste répartition de l'impôt foncier entre la propriété bâtie et la propriété foncière dont les revenus n'ont pas présenté la même progression. L'honorable comte de Smet de Naeyer avait, d'ailleurs, très opportunément affirmé que

le Gouvernement n'avait nulle intention de demander à l'impôt foncier un produit supérieur à son rendement actuel, mais qu'il poursuivait exclusivement une plus équitable répartition. Et afin de maintenir cette justice dans la perception de l'impôt, il avait projeté de soumettre à des révisions périodiques, à la demande des intéressés, les évaluations fiscales.

b) La contribution personnelle. — Les valeurs mobilières. — Dans notre système fiscal, la contribution personnelle surtout a été l'objet de nombreuses réclamations, a soulevé de nombreuses critiques.

Qu'une réforme de la contribution personnelle soit désirable, c'est ce qu'ont proclamé nos meilleurs ministres des finances.

Une plus auguste autorité le proclamait en 1851 :

« Vous placerez sans doute parmi vos premiers travaux la nouvelle loi de la contribution personnelle, destinée à asseoir l'impôt sur des bases plus équitables. » (Léopold I^{er}, discours du Trône de 1851.)

En 1894, M. de Smet de Naeyer — au Sénat, 28 décembre — disait :

« L'organisation de notre impôt général sur le revenu présumé, c'est-à-dire de la contribution personnelle, peut et doit être réformée de manière à se rapprocher autant que possible de la juste proportionnalité. » L'honorable ministre a plus d'une fois répété cette promesse.

« Le Gouvernement poursuit en ce moment la réforme de nos impôts directs. La réforme aura cet effet que la base de l'impôt foncier et de la contribution personnelle ne sera pas une chose cristallisée. » On ne pourrait mieux exprimer la nécessité de donner à nos impôts une souplesse qui suive les variations de la fortune mobilière des citoyens. » (Séance de la Chambre, 23 décembre 1896.)

Dans l'ensemble des revenus demandés à l'impôt, la contribution personnelle représente une véritable imposition sur les revenus présumés. Bien loin de la dédaigner, de la taxer de conception étrange, elle est basée sur des principes rationnels et elle évite des procédés inquisitoriaux dont s'accommoderait mal le contribuable belge. Elle a l'avantage que personne n'y échappe par la fraude comme dans l'impôt sur le revenu.

Actuellement elle a certainement des bases un peu fantaisistes. Mais serait-il malaisé d'y porter remède. On ne peut nier que les 25 millions qu'elle rapporte sont peu en rapport avec la richesse du pays.

En réponse à une question de la section centrale, le Ministre des Finances déclare que, « ainsi que l'a déclaré son prédécesseur, le revenu cadastral devra être substitué à la valeur locative comme première base de la contribution personnelle ».

Nous ne pouvons nous empêcher de faire à cet égard certaines remarques. Actuellement la valeur locative est laissée un peu à l'arbitraire; mais le remède consiste-t-il à lui substituer le revenu cadastral fixé par l'Administration et qui déjà sert de base à l'impôt foncier. Ne se rapprocherait-on pas plus de la réalité des faits en adoptant pour base le *loyer effectif* tel qu'il ressort des conventions ou baux. Le loyer est en assez exacte proportion avec les dépenses que sa fortune permettent au citoyen.

L'admission du revenu cadastral ne me paraît pas résoudre les objections que l'on a faites à la première base de notre contribution personnelle. Dans cette matière, d'ailleurs, il faut bien se rappeler que l'on ne cherche la répartition équitable de l'impôt qu'en se basant sur différents indices qui, l'un vis-à-vis de l'autre, agissent par compensation et régularisation. Pour chaque contribuable, c'est l'ensemble qu'il faut considérer.

Le diagramme (C), dénotant la marche ascendante du rapport des différentes bases de la contribution personnelle de 1870 à 1893, est très instructif. On peut d'abord y voir combien large est la place qu'occupe la base « portes et fenêtres » que l'on se propose de supprimer. Ensuite on y constate combien minime est la part du mobilier, qui cependant reflète assez bien les besoins de luxe des contribuables, et partant devrait donner un rendement plus élevé et plus progressif. N'y a-t-il pas là une utile indication pour une réorganisation de l'impôt personnel ?

Mais il est une matière imposable qui ne supporte point sa part légitime, proportionnelle des charges de l'impôt. C'est la valeur mobilière. On dit avec raison que le droit de patente sur les bénéfices des sociétés commerciales est le pendant de l'impôt foncier sur la propriété immobilière. Oui, avec cette différence que la propriété foncière — évaluée à 15 milliards — intervient pour 28 millions et que les valeurs mobilières rapportent 3 ou 6 millions. D'ailleurs, le capital mobilier échappe presque toujours aux droits de succession (en ligne collatérale), et surtout au droit de mutation, en cas de vente ou d'échange. La Bourse est le marché presque exclusif de ces transactions (et, en acceptant un droit modéré pour les fonds d'État et de ville) un droit de mutation en bourse ne soulèverait aucune objection plausible, sans compter qu'il pourrait être un frein à des spéculations souvent peu louables.

c) *Le droit de patente* a suscité dans les milieux de la petite bourgeoisie le plus de récriminations. Pour la bourgeoisie laborieuse sa réforme est aussi utile que celle de l'impôt foncier pour l'agriculture. L'impôt-patente date de 1791 et remplaçait les maîtrises et jurandes de l'ancien régime.

« Le décret du 11 août 1789 supprima les maîtrises et les jurandes. Après lui, la loi des 2-17 mars 1791 rendit la liberté à tous les commerces et à toutes les industries en remplaçant toutefois par un impôt unique l'impôt-patente, toutes les contributions et taxes existantes. » Il sera libre, dit l'article 7 de la loi du 2-17 mars 1791, à toute personne de faire le négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon, mais elle sera tenue de se munir d'une patente et d'en payer le prix. » « *Traité théorique et pratique du droit de patente.* — KAR. DE BURLET et Paul MASSON ». Abolie en 1793, elle fut rétablie par l'Empire. Nous sommes sous l'empire de la loi de 1819, qui a refondu et unifié les législations existantes.

La patente est un impôt direct frappant l'exercice habituel en Belgique de toute profession, commerce, industrie, métier ou débit non expressément exemptés.

C'est un véritable impôt sur le revenu du travail. Il frappe tous les artisans, tous les négociants arbitrairement, sans savoir si réellement ils font

des bénéfices. On a dit de lui qu'il frappe ceux qui travaillent pour épargner ceux qui ne font rien. Dans une revision complète de la contribution personnelle, la patente ferait double emploi et serait un impôt sur le revenu à côté d'un impôt sur le revenu présumé. Evidemment, ces remarques ne s'appliquent point à la patente de 3 p. c. des sociétés, qui frappe les valeurs mobilières indirectement et qui n'ont été rattachées à la patente que par un classement abusif. On pourrait d'ailleurs maintenir les licences ou patentes sur certaines professions. Si on élimine du total du produit de la patente les revenus des sociétés belges par actions, on voit combien relativement est petite la contribution de la patente au Trésor belge.

En 1903 il existait 2858 sociétés belges dont 1393 étaient soumises au droit de patente et payaient 4.174.290 francs. Il restait 6,306,870 francs du chef du droit de patente répartis en 496,692 articles des rôles. Si nous en supprimons 1,393 (sociétés), il y a environ 493,297 individus pour payer ces 6,300,000 francs, soit fr. 12.91 en moyenne.

La perte du Trésor pourrait certainement être compensée par une refonte rationnelle de la contribution personnelle.

On considère souvent l'impôt comme la rémunération des services rendus par l'État ou comme une sorte de prime d'assurance. Dans une stricte application, cette conception aboutirait à une répartition bien peu conforme à la vraie notion des liens de solidarité sociale qui unissent les citoyens d'un même pays. Pour être équitable l'impôt doit être la part de chaque citoyen en proportion de ses facultés, à la vie nationale. C'est dans l'esprit de cette définition qu'on réclame l'impôt sur le revenu. Mais on arriverait aussi bien à réaliser ce programme fiscal par un système d'impositions variables telle que l'organise le système belge s'il était remanié et perfectionné : c'est à ce but que tendait l'honorable comte de Smet lorsqu'il opposait à l'impôt progressif, si contraire à la stabilité de la propriété et du capital, l'impôt dégressif par exonération des petits patrimoines. Ainsi que l'eau est puisée par le soleil sur toute la surface du sol en proportion des réserves qu'il contient et se répand également en ondées bienfaisantes sur toute la nature, l'impôt doit être puisé aux sources principales de richesses et de revenus et être distribué, sous forme de services et d'institutions, également entre les citoyens d'un même pays.

IV.

Dispositions fiscales annexées au Budget.

Ces réflexions sur le droit de patente nous amène naturellement à examiner les dispositions fiscales que le Gouvernement introduit par les deux premiers articles de la loi annexée au Budget des voies et moyens pour 1909.

La section centrale a posé, à ce propos, la question suivante au Gouvernement : — « N'y aurait-il pas lieu de ne pas soumettre les sociétés congolaises (Congo belge) à l'article premier des dispositions fiscales, afin de conserver ces ressources au Budget de notre colonie. »

L'article premier des dispositions fiscales a pour but d'éviter dorénavant

toute controverse en matière de patente pour les sociétés et administrateurs.

Quel sens précis faut-il attacher aux mots « *principal établissement* », « *texte de l'article premier de la loi de 1904* ».

Autrefois la jurisprudence avait admis que le principal établissement c'était le lieu où se trouve le siège social, centre de l'administration, là où se tiennent les réunions du conseil et les assemblées générales.

Par un arrêté de la Cour du 24 juillet 1908, la Cour d'appel de Bruxelles a décidé que le principal établissement des sociétés congolaises qui ont un siège social au Congo, alors qu'elles auraient des centres de comptabilité, de gestion en Belgique, ont au Congo leur principal établissement.

Voici comment s'exprime l'arrêt :

« Attendu que cette société. . . . qui, d'après ses statuts, a son siège social au Congo et son siège administratif à Anvers ;

» Attendu que ce n'est pas à Anvers qu'est son principal établissement ;

» Attendu que, d'après la décision attaquée, le but de la société est de recueillir au Congo de l'ivoire et du caoutchouc pour les revendre ;

» Attendu que le point de savoir où se trouve le principal établissement d'une société ou d'un citoyen est une question de fait ; que c'est là où se trouve le centre de ses affaires, son principal siège d'opérations qu'il faut les placer ;

» Attendu que parfois, souvent même, ce siège principal sera au même lieu que le siège administratif, comme, par exemple, pour les banques et les sociétés d'assurances ; mais qu'il en est autrement lorsque la base même de l'activité commerciale d'une société est la culture ou la récolte de certains produits, l'exploitation d'une concession dans un endroit déterminé ; que tel est le cas, notamment pour les exploitations minières ;

» Attendu que c'est au Congo que se recueillent l'ivoire, le caoutchouc et les autres produits qui sont la base même de toute l'activité commerciale de la société appelante ;

» Attendu qu'il importe peu que ces produits se vendent généralement à Anvers et que les bénéfices qui en résultent soient encaissés dans cette ville ; que ces bénéfices ne sont que la suite des opérations faites au Congo, et que, d'ailleurs, les produits de ces opérations essentielles peuvent être vendus aussi bien sur un marché autre que celui d'Anvers ;

Ces dispositifs de l'arrêt sont-ils vraiment en contradiction avec les termes de l'exposé des motifs de la loi de 1904 ?

« Il tombe sous le sens que le droit de patente dû par la société doit être assis là où se trouve le siège, le centre de ses affaires. C'est là, en effet, que la société apparaît et se fixe aux yeux de tous par ses usines, ses chantiers, son personnel ouvrier, s'il s'agit d'une société industrielle — ce qui est l'hypothèse la plus fréquente — et, en tout cas, par ses bureaux, sa direction, son personnel administratif.

» Très généralement, ces éléments se rencontrent dans la commune où les statuts ont fixé le siège social ; aussi une disposition qui se bornerait à

consacrer la pratique constante rappelée plus haut répondrait-elle, dans la plupart des cas, à la réalité des choses.

» Mais il arrive où il peut arriver qu'une société ait son siège statutaire dans une commune où elle ne possède aucun établissement industriel ou commercial, où ne se trouve pas le centre de l'administration active des affaires.

» En pareil cas, ce n'est pas au lieu de ce siège en quelque sorte nominal que la société vit, se manifeste et est connue, et, rationnellement, ce n'est pas là que doit être fixée son imposition.

» C'est pourquoi l'article 1^{er} du projet, dans le but de serrer de plus près la réalité, détermine comme lieu de la cotisation la commune où la société a son principal établissement administratif.

» Ce texte s'inspire d'une disposition de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre I^{er} du livre préliminaire du Code de procédure civile.

» Traitant de la compétence territoriale, la loi de 1876 considère, à l'égard des sociétés, non pas leur siège statutaire, mais leur *principal établissement* : « les sociétés, dit l'article 44, seront assignées devant le juge du lieu où elles » ont leur principal établissement ». Et un commentateur fait remarquer que cette rédaction a évidemment en vue le *principal établissement administratif*, le siège où se concentre en réalité l'activité de la société. (De Vos, *Commentaire pratique et critique de la loi du 18 mai 1873 sur les sociétés commerciales*, sur l'article 129, n° 5.) »

Pour éviter tout doute, le texte qu'on nous propose introduit les deux expressions: *Siège social ou établissement principal*, dans le texte de l'article.

Un second objectif poursuivi par le Gouvernement dans son article 1^{er}, c'est de ranger les sociétés à responsabilité limitée, ou autres, sous le régime des sociétés anonymes et des commandites par actions, soumises au droit de patente.

Le premier arrêt de la Cour que nous citions tantôt dans un de ses considérants déclare que les sociétés anonymes et commandites par actions sont seules passibles du droit de patente.

En effet, quel est le texte de la loi de 1904 ?

« Les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions, etc., sont cotisées au droit de patente de la commune où la société a son principal établissement administratif. »

Ce n'est que dans la loi de 1906 qu'apparaît l'expression générale « les sociétés par actions soumises à la loi belge ». Cette loi, comme on le sait, règle les obligations des sociétés étrangères.

Dans les vues de l'administration des finances, en employant ces termes de la loi de 1906, on a voulu signifier que toutes sociétés par actions sont passibles du droit de patente.

C'est pourquoi, afin de prévenir toute controverse, le Ministre des Finances propose à l'article 1^{er} des dispositions fiscales.

« Les dispositions relatives aux droits de patente des sociétés anonymes et des sociétés en commandite par actions sont applicables aux sociétés à

responsabilité limitée ou autres, par actions, ayant en Belgique leur siège, social ou leur principal établissement. »

Si la Section centrale admet l'assimilation des diverses sociétés, elle hésite à adopter l'interprétation du Gouvernement des mots « principal établissement ».

En l'espèce il s'agit de sociétés congolaises, et il ne peut être question d'autres sociétés étrangères quelconques, car pour celles-ci leurs obligations sont réglées par les articles de la loi de 1906.

En réalité donc, la disposition n'a d'autre but que d'obliger les sociétés congolaises, dont les sièges administratifs sont à Anvers, Bruxelles, etc., à payer un droit de patente en Belgique.

L'intention de la Section centrale serait, au contraire, que toutes les sociétés anonymes, en commandite par actions, à responsabilité limitée ou autres, ayant leurs installations productives au Congo, soient exonérées de la patente. La législation coloniale a prononcé la division des patrimoines et ainsi obligé notre colonie à suffire à ses besoins par ses propres ressources. Devons-nous priver le Congo du revenu qu'il pourrait tirer d'une taxe sur les sociétés commerciales? Est-il légitime de frapper deux fois — une fois en faveur de la colonie, et une fois en faveur de la Belgique — les mêmes valeurs ?

C'est pourquoi fut posée la 6^{me} question, ainsi conçue :

« N'y aurait-il pas lieu de ne pas soumettre les sociétés congolaises (Congo belge) à l'article 1^{er} des dispositions fiscales, afin de conserver ces ressources au Budget de la colonie ? »

Le *Moniteur des intérêts matériels* disait récemment à ce propos :

« Il est visible que le projet de loi qu'on a lu plus haut veut atteindre » les sociétés qui, comme l'Abir, ont été constituée sous la loi congolaise, » ont leur centre d'activité commerciale au Congo, mais ont en Belgique leur » principal centre administratif comportant les assemblées générales, la » tenue de la comptabilité, etc.

» Or, ces sociétés, en vertu d'un décret du 12 décembre 1897, paient » déjà au Congo un droit de patente égal à 2 p. c. de leurs bénéfices. Si le » Parlement belge adopte la proposition du ministre, ces sociétés seront » donc taxées de deux côtes pour le même objet. En admettant même qu'elles » soient en état de supporter la double charge, on peut, au nom de la loi » coloniale, contester au fisc belge le droit de percevoir un impôt qui, en » réalité, doit appartenir à la colonie. Ne pourrait-on dire que celle-ci est » victime d'un acte de spoliation de la part de la mère-patrie? Si l'on trouve » le terme un peu dur, il faut néanmoins convenir que cette mesure consti- » tuerait un début malheureux des rapports de la Belgique avec sa jeune » colonie.

Le paragraphe 2 est le corollaire des dispositions principales ; il étend aux administrateurs, commissaires, etc., des sociétés à responsabilité limitée ou autres par actions les obligations des administrateurs et commissaires des sociétés anonymes. Ce n'est que juste.

Mais à ce propos une remarque fort importante fut faite relativement à l'article de la loi de 1904 qui dispose que les droits de patente auxquels sont soumis les administrateurs et commissaires sont exigibles seulement dans la commune, siège social des sociétés. Ainsi sont privées du revenu des centimes additionnels sur ces patentes de nombreuses communes ! Comment justifier ces conséquences de la loi ? N'est-ce point assurer à quelques grandes villes, qui jouissent déjà de la patente des sociétés, des revenus qui iraient plus légitimement à des localités où sont domiciliés les administrateurs ? La section centrale appelle l'attention du gouvernement sur cette question qui intéresse de nombreuses localités du pays.

L'alinéa 3 aura pour conséquence de faire payer par les administrateurs les 2 p. c. sur les traitements et émoluments pour les exercices 1906, 1907, 1908. Une telle disposition rétroactive est-elle vraiment bien justifiée ? Avant que le Gouvernement ait obtenu le vote de l'article 1^{er}, n'est-il pas évident que nous vivions sous le régime de la jurisprudence admise par la Cour d'appel, en application de la loi de 1904 ?

L'article 2 des dispositions fiscales ne fait que consacrer — dans l'esprit même de notre législation douanière — une utile faveur pour petite industrie, la fabrication des roulettes pour meubles.

L'article 3 n'a soulevé aucune objection. En admettant la caution d'un distillateur industriel ou d'un rectificateur, il accorde une faveur au distillateur agricole ou à celui qui ne produit que des flegmes. Le Trésor a toute garantie : l'expérience l'a prouvé.

V.

Le prélèvement sur la caisse du remplacement.

A l'article 50 du Budget le Gouvernement a inscrit un crédit de 6,892,000 francs, ainsi conçu : Prélèvement sur le fonds de la caisse de remplacement du Département de la guerre. Il est destiné à couvrir des dépenses exceptionnelles du Budget de la guerre, qui sont évaluées à 7,450,500 francs. La plus grosse part de ce crédit doit couvrir les frais de l'armement de l'artillerie de campagne (3,500,000 fr.) et des travaux pour l'amélioration du casernement (2,360,000 fr.).

On s'est élevé pour différents motifs contre cette innovation. Comment prétendre, dit-on, que ces fonds servent à couvrir des dépenses extraordinaires ? Chaque année, sous le vocable de dépenses exceptionnelles, on fait des dépenses d'un import aussi considérable. Ainsi, en 1906, on prévoyait au Budget de la guerre une dépense exceptionnelle de 11 millions et, en 1907, une dépense de 13 millions. Il y a donc là une dépense régulière annuelle qui doit être supportée par les revenus annuels. C'est donc un expédient auquel on a recours dans un moment de détresse financière.

De quel droit, d'ailleurs, faire un appel à une caisse spéciale dont l'objet est nettement déterminé ? La caisse de remplacement est alimentée par des versements à but spécial par des particuliers qui ont eu recours à l'État en vue d'un service qu'ils réclamaient : le remplacement des miliciens.

Quoi qu'il en soit de ces observations, il reste évident que ce n'est qu'en respectant les très sages pratiques du dernier ministre des finances que les dépenses d'ordre militaire ont été incorporées au Budget ordinaire. Suivant les règles de comptabilité introduites en matière de dépenses exceptionnelles, on a payé sur les ressources ordinaires du Trésor, de 1897 à 1906, une somme totale de 68.500,000 francs de dépenses exceptionnelles d'ordre militaire. Autrefois elles eussent été supportées par les ressources extraordinaires. Plutôt que de faire un pas en arrière, on a préféré conserver au Budget ordinaire la charge de ces mesures d'organisation de notre établissement militaire. Malgré toute assertion contraire, on aurait pu, d'ailleurs, les différer et attendre que les rendements des impôts eussent repris leur marche ascendante, car aucun des crédits sollicités n'est engagé. « Tout au plus a-t-il été fait, dans l'intérêt commun de l'État et de l'industrie, un accord essentiellement conditionnel en vue d'un marché à conclure au commencement de l'exercice prochain et qui comporterait une somme de près de 2,296,000 francs. » (Réponse du Gouvernement.)

Qu'on ne parle point d'ailleurs d'innovation. C'est la troisième fois que l'on a recours aux excédents de la Caisse de remplacement pour parer à certaines éventualités. Une première fois, en 1893, un prélèvement sur la même caisse, autorisée par les Chambres, a permis de couvrir des dépenses relatives au casernement, à la transformation des ouvrages de la place d'Anvers, etc...

La Chambre autorisait semblable opération lorsque la Caisse avait un capital de 50 millions; comment ne pas l'autoriser lorsque ce capital atteint 57 millions? N'est-il pas rationnel, au fur et à mesure que les ressources de la Caisse atteignent un certain taux et dépassent les charges qu'elle doit supporter, d'en prélever une partie en faveur de dépenses d'ordre militaire. C'est encore dans l'intérêt de la défense nationale que le parlement votait l'emprunt de 15 millions à la Caisse pour les travaux d'Anvers.

Ces précédents législatifs ne justifient-ils point la proposition actuelle du Gouvernement?

Pour marquer une différence entre l'opération consentie en 1893 et celle que l'on propose, on fait remarquer que le taux de la rente qui faisait hausser la valeur du fonds de la Caisse permettait de justifier le prélèvement, qui n'était que la plus-value donnée par la gestion même de la Caisse. On ne peut, dit-on, s'abriter derrière pareille excuse aujourd'hui. Mais est-ce bien là une justification plausible?

Quelles sont les charges de la Caisse? La rémunération des volontaires avec prime, les pensions de 200 francs accordées à ces volontaires après deux termes d'engagement, les frais d'administration et de recrutement. Annuellement la Caisse doit payer une somme de 2.552,500 francs. Or, les versements annuels des miliciens remplacés permettent de faire face aux charges de la caisse.

La Caisse de remplacement est alimentée par les versements des miliciens remplacés par l'intermédiaire du Département de la guerre et par les verse-

ments (en vertu de l'article 72 de la loi) des miliciens qui s'affranchissaient de tous risques en cas de désertion des remplaçants choisis par les miliciens eux-mêmes. Cette caisse fut dotée des capitaux de la Caisse spéciale des pensions des militaires rengagés sous l'empire des arrêtés royaux du 3 septembre 1848 et du 10 novembre 1870. Elle reçut ainsi un capital de 2 millions 638,950 francs.

Après vingt ans d'exercice, il s'est, sans doute, établi un équilibre qui permet d'apprécier les charges normales et régulières de la Caisse. Lorsque le capital accumulé dépasse les besoins de ce service des charges, à quoi donc employer le surplus ? Pourquoi et comment s'est grandi le capital ? Si l'Etat versait directement au volontaire la somme remise par le milicien, il n'y aurait aucun reliquat. Mais l'Etat a organisé les versements dans l'intérêt même du milicien et tient le remplaçant sous la menace ou l'appât des primes à payer par séries. Le surplus de la Caisse est le paiement bien minime des services assumés, par l'Etat dans l'intérêt de l'armée autant que de smiliciens. Il n'est que juste que le remplacement — favorable à certains — ait comme corollaire des avantages en faveur de l'armée en général. L'attribution donc de cet excédent à des buts utiles au point de vue militaire est très justifiée. Si, dans l'avenir, à la lumière des leçons du passé, on voulait diminuer la quote-part des miliciens qui se font remplacer, ne trouverions-nous pas pour s'y opposer ceux-là qui croient que le remplacement est une faveur qu'on ne peut payer trop cher !

En principe comme en fait, la proposition du Gouvernement paraît donc inattaquable.

Les fonds de la Caisse de remplacement sont gérés par le Trésor public comme « recettes et dépenses pour ordre ». Comme tels ils figurent dans les budgets et dans le compte général de l'État. Nous trouvons dans le même budget le fonds spécial. Celui-ci est alimenté par le droit de licence et les droits d'entrée sur le bétail. Si ces deux sources de revenus sont insuffisantes pour accorder 1 franc par tête d'habitant, on a recours au produit des droits d'entrée. Supposons que le droit de licence et les droits sur le bétail dépassent les charges du fonds, et cela n'est pas une supposition irréalisable, car en 1907 nous avons :

Droit de licence	fr. 4,800,000
Droits d'entrée	1,800,000
	Fr. 6,600,000

qu'arriverait-il du surplus ? La loi ne prévoit pas de réserves. Évidemment le surplus ne pourrait-il être versé dans le trésor public, bien que les deux sources de revenus soient attribuées exclusivement au fonds spécial. Il n'y aurait point dans ce fait place pour une accusation d'illégalité. N'en est-il point de même pour la Caisse du remplacement ? Celle-ci possède des fonds trop considérables pour le service normal de ses charges ; pourquoi n'en pas distraire l'excédent en faveur du Trésor ?

Il est bien vrai que ni la loi instituant cette caisse ni l'arrêté l'organisant ne

prévoient les prélèvements en faveur du service ordinaire des dépenses de l'État. Mais cela tient à ce que lors de sa fondation, on ne pouvait se rendre compte de la marche progressive de l'avoir. La situation de cet avoir est tel que rien n'est plus légitime de recourir à une loi budgétaire pour disposer des excédents.

Nous concluons que la proposition du Gouvernement, autorisée par des précédents, se recommande, en l'état actuel de nos finances, comme une bonne mesure financière dont les contribuables n'auront qu'à se louer.

VI.

Situation financière et économique.

Malgré la crise économique que nous traversons, la situation financière de la Belgique reste satisfaisante. Les ressources ordinaires du Trésor ont subi un notable fléchissement, et cependant on espère un léger excédent pour 1908, et les mesures prises pour l'exercice 1909, sans aucune élévation de contributions, laissent prévoir que l'équilibre budgétaire ne sera pas rompu. Les ressources ordinaires ne sont pas tellement atteintes que l'on soit obligé de retarder le normal développement de notre outillage économique et d'interrompre les grands travaux d'utilité publique. Pour l'exercice 1909, le Gouvernement trouve sans peine 4 millions pour le service des emprunts destinés à couvrir les dépenses qui augmentent la productivité de notre activité économique.

Souvent on dénonce la marche « effrayante » de notre dette publique. Pourquoi oublie-t-on de montrer dans quelle large mesure ont contribué à restreindre l'accroissement de la dette, les économies réalisées, par une prudente gestion financière, sur les revenus annuels. Depuis 1898 on a fait supporter par le Budget ordinaire des dépenses exceptionnelles à concurrence de 134 millions, et d'autre part depuis 1895, on a consacré à des travaux extraordinaires 100.264.759 millions, montant des bonis de notre Budget ordinaire. Pour l'exercice 1909 il est prévu des dépenses exceptionnelles pour 12 millions.

Cette somme de 250 millions, en d'autres temps on l'eût réclamée à l'emprunt.

Dans la même période on augmentait la dotation de l'amortissement, diminuant la charge de la dette pour les générations à venir.

Cette très avisée politique financière aboutit à une situation que résume le le bilan annexé à l'Exposé des motifs.

La Dette publique exige une dotation pour intérêts et amortissements de	140 millions.
Les dépenses afférentes aux régies absorbent	222 —
Total	362 millions.
En revanche les capitaux et régies rapportent	315 millions.
Soit une différence de	47 millions.

Cette somme est le contrepoids des dépenses improductives pour le Trésor, mais qui assurent à notre industrie et à notre commerce d'heureuses conditions de lutte dans le conflit économique.

Ces dépenses sont ainsi résumées :

Ports et côtes	} 774 millions.
Canaux et rivières	
Routes et ponts	

En notre temps, il n'est pas mauvais, selon le mot de M. Méline, que la politique soit au service des affaires.

Quel n'est point, en effet, le rendement indirect de ce capital ? Dans quelle mesure intervient-il pour créer la richesse et l'aisance ? Conséquemment dans quelle mesure rend-il facile au contribuable le paiement de ses impôts ? L'impôt ne serait donc plus une taxe arbitraire injuste, mais une contribution rationnelle à des dépenses productives de bien-être et de fortune consenties dans l'intérêt de tous ?

N'en peut-on dire autant de cet autre capital employé à ce qui fut appelé, dans une conception trop exclusivement financière, des dépenses improductives ?

Pour entretenir ou fonder notre patrimoine scientifique, artistique, monumental, autant que pour assurer l'ordre intérieur et le respect de notre indépendance, on a dépensé, depuis 1893, 73 millions. N'est-ce point là une richesse utile à tous, qui légitime l'appel de l'État au concours financier des citoyens ?

En résumé, si nous pouvons, non sans fierté, regarder l'œuvre du passé, aucun indice grave ne pourrait justifier des alarmes pour l'avenir. Les ressources financières permettent de faire face aux nécessités du Budget ordinaire et aux exigences de notre Budget des dépenses extraordinaires.

*
* * *

Le malaise économique, dont bien plus que la Belgique ont souffert d'autres pays, et dont la chute des produits de l'exploitation des chemins de fer fut le plus important symptôme, a eu sa répercussion sur nos relations commerciales. La statistique du commerce spécial de la Belgique accuse un léger recul :

Commerce spécial :

	1908 (en 1000 fr.).	1907	Différence.
Importations . . .	2,811,352	2,978,482	— 167,130
Exportations . . .	2,107,662	2,192,819	— 85,156

Ces indications prouvent l'utilité de nos statistiques douanières. Elles sont non seulement un instrument de travail pour les commerçants, industriels, économistes, hommes politiques, mais aussi un appareil enregistreur de notre propriété. Elles marquent avec précision la mesure de notre inter-

vention dans le conflit commercial entre les peuples travailleurs. On ne pourrait les rendre trop exactes, trop rationnelles, trop scientifiques. Il existe, entre les statistiques françaises, allemandes, belges, des différences tellement importantes qu'il serait utile d'en rechercher les causes. Nous avons été heureux de constater dans le tableau général pour 1907 un chapitre nouveau groupant les marchandises en quatre catégories. C'est une amélioration de la plus haute utilité.

COMMERCE SPÉCIAL.	IMPORTATIONS (en 1000 fr.)		EXPORTATIONS (en 1000 fr.)	
	1906.	1907.	1906.	1907.
Animaux vivants. . .	53,372	57,338 (1.52 p. c.)	37,634	35,202 (1.24 p. c.)
Boissons et substances alimentaires	791,002	938,041 (24.86 p. c.)	297,203	346,345 (12.16 p. c.)
Matières brutes ou simplement préparées. .	1,938,135	2,008,501 (53.22 p. c.)	1,275,987	1,241,509 (43.59 p. c.)
Produits fabriqués . .	671,508	769,693 (20.40 p. c.)	1,183,016	1,125,069 (43.01 p. c.)
Totaux . . .	3,454,017	3,773,623	2,793,840	2,848,125

A la lecture de ce tableau on constate que les importations dépassent les exportations. Nous payons à l'étranger une somme de 883,500,000 francs. En analysant les chiffres on voit que, balance faite de nos exportations, dans cette somme rentrent 600 millions de substances alimentaires qui entrent en franchise sur notre territoire. Cela ne doit point nous alarmer. L'Angleterre ne s'appauvrit point en demandant les 3/4 de ses substances à ses compétiteurs. C'est la résultante même de l'orientation industrielle d'un pays et de la nature de son sol autant que la densité de sa population.

D'autre part, nous recevons pour 2.008,501,000 francs de matières brutes, qui fournissent un aliment à nos industries de transformation (minerais, métaux, charbons, pétrole, etc., etc.).

Les produits fabriqués comptent pour 43 p. c. dans nos exportations, pour 20 p. c. dans nos importations. C'est à développer l'exportation de nos produits que doivent tendre les efforts de tous ceux qui ont à cœur la grandeur et la prospérité de la Belgique.

Pour aider, soutenir, étendre les transactions intérieures aussi bien que le commerce extérieur, nos nationaux ont trouvé un puissant facteur de progrès dans l'outillage économique créé et entretenu par l'État. Ainsi se justifie, au point de vue économique, la dette publique dont, plus haut, on montrait l'heureuse concordance au point de vue financier. Grâce à ces sacrifices de l'État, la Belgique a pris un rang remarqué entre les nations, sur le marché international. On en peut juger par le tableau suivant :

Commerce général (1907). Commerce spécial (1907).

Importations. . .	26,409,400 tonnes.	22,044,000 tonnes.
	6,123,800,000 francs.	5,773,600,000 francs.
Exportations. . .	21,114,400 tonnes.	1,677,500 tonnes.
	5,191,100,100 francs.	2,848,100,000 francs.

Que faut-il admirer et louer le plus, l'activité prodigieuse de notre population industrielle, agricole et commerciale, dont les efforts entretiennent ces colossales transactions de marchandises et de valeurs, ou la prévoyance et l'initiative gouvernementale qui, par la création des chemins de fer, routes, canaux, ports, etc., a transformé la Belgique en un véritable carrefour de transactions au milieu des grandes nations commerçantes et industrielles?

*
* * *

Le Budget des Voies et Moyens fut adopté par 3 sections et rejeté par 3 sections.

La section centrale l'a adopté par 4 voix contre 4.

Le Rapporteur,

G. COUSOT.

Le Président,

COOREMAN.



ANNEXE I.

QUESTIONS DE LA SECTION CENTRALE ET RÉPONSES
DU GOUVERNEMENT.1^{re} QUESTION.

Quelles sont les réformes que le Gouvernement pense introduire dans le système d'impôts, d'abord pour les droits de succession afin d'atteindre le capital mobilier; secondement pour les patentes, dont on réclame la révision; enfin, pour l'impôt personnel?

RÉPONSE.

« Ce n'est que par le dépôt de projets de loi que peuvent se manifester efficacement les intentions du Gouvernement en matière de législation fiscale. Plusieurs des points visés dans la question font l'objet d'études qui ne sont pas suffisamment avancées pour permettre d'en tirer des conclusions définitives. »

2^e QUESTION.

Quelle application le Gouvernement compte-t-il faire du travail de la peréquation cadastrale, spécialement comme base de la contribution personnelle en remplacement de la valeur locative?

RÉPONSE.

« Ainsi que l'a déclaré mon honorable prédécesseur, le revenu cadastral devra être substitué à la valeur locative comme première base de la contribution personnelle. »

3^{me} QUESTION.

Comment l'Administration justifie-t-elle les évaluations du Budget des voies et moyens, soit pour le revenu des chemins de fer, soit pour les accises, douanes et impôts directs? Les évaluations fournies ne sont-elles pas exagérées?

RÉPONSE.

I. *Chemins de fer.*

Au cours des dix dernières années les recettes du chemin de fer ont progressé en moyenne de 7,622,590 francs par an.

Dans l'évaluation des recettes il est fait abstraction de cette progression,

sauf pour une somme d'environ 500,000 francs comparativement à 1907, bien que le trafic des marchandises tende à reprendre et que celui des voyageurs n'ait pas fléchi.

L'évaluation est donc faite avec une grande prudence.

II. *Accises.*

Ainsi qu'on le voit par la note préliminaire du Budget des voies et moyens, les évaluations des recettes en matière d'accise ont été établies, selon l'usage: a) en ce qui concerne les eaux-de-vie d'après la consommation présumée par habitant mise en regard de la population (page 10); b) quant aux autres produits, d'après les faits constatés pendant la dernière année révolue et les recettes effectuées depuis le 1^{er} janvier de cette année jusqu'au moment où le budget est formé.

Ces évaluations sont loin d'être exagérées, attendu que les recettes réalisées pendant les dix premiers mois de l'année 1908 dépassent d'une part de près d'un million la somme correspondant aux 10/12^{mes} des évaluations proposées pour 1909 ($90,896,473 - \frac{107,988,000 \times 10}{12} = 906,473$), et d'autre part de plus de 4 millions celles effectuées pendant la même période en 1907 ($90,896,473 - 86,514,943 = 4.381,530$).

III. *Douanes.*

Le produit total des droits d'entré a été

en 1905 de.	fr.	55,572,551	»
— 1906 de.		56,287,949	»
— 1907 de.		57,788,044	»
Total.		169,648,544	»
Moyenne.		56,549,448	»

Les recettes totales pour 1908 sont évaluées à 56,000,000 de francs, et pendant les dix premiers mois de cette année elles se sont élevées à 47,872,437 francs dépassant ainsi de 1,205,770 francs les dix douzièmes des évaluations (46,666,667 francs).

Pour l'exercice 1909 on a maintenu le chiffre de 56,000,000 de francs, prévu au budget de 1908.

L'évaluation de la recette présumée de 1909 est donc d'une modération extrême.

IV. *Impôts directs.*

En ce qui concerne les impôts directs, les évaluations budgétaires reposent sur des données certaines; elles sont amplement justifiées par la note préliminaire, pages 6 à 8.

4^e QUESTION.

- 1^o Comment s'est formé l'excédent actuel de la caisse de remplacement?
- 2^o Quel est le revenu des capitaux de cette caisse?

3° Pour quelle somme le prix du remplacement du milicien, devenu sans effet par suite de désertion de volontaires avec prime, intervient-il dans l'avoir de cette caisse ?

4° Quelles sont les charges annuelles, par catégorie, de la caisse de remplacement ?

RÉPONSE.

« 1° La caisse de remplacement, en se substituant le 1^{er} janvier 1871 à la caisse spéciale des pensions des militaires rengagés sous l'empire des arrêtés royaux du 3 septembre 1848 et du 10 novembre 1870, a été dotée des capitaux appartenant à cette dernière, soit 2,638,930 francs, Rente belge 4 1/2 p. c., et un excédent en caisse de fr. 72,265-98.

» Au 1^{er} juin 1874, le capital de la caisse se montait à 4,320,350 francs.

» A partir de cette date, la progression a été très rapide. Elle provient :

» 1° de ce qu'aux termes de l'article 64^e de la loi de milice du 18 septembre 1873, les versements de 200 francs (art. 64^e) étaient acquis à la caisse de remplacement ;

» 2° des versements effectués en vertu de l'article 72 de la même loi par les miliciens qui voulaient se libérer de toute responsabilité.

» Au 1^{er} janvier 1880, la caisse possédait ainsi un capital de 22 millions 395,450 francs.

» L'excédent laissé chaque année par le produit des capitaux placés n'a cessé, depuis lors, d'accroître l'avoir de la caisse, car il est à noter que celle-ci est à même de faire face à ses charges annuelles (environ 2 1/2 millions) au moyen des sommes versées chaque année par les miliciens remplacés.

» Les capitaux sont placés de la manière suivante :

2,314,000 francs Dette belge 2 1/2 p. c., produisant fr.	57,775	»
3,574,800 — — 3 p. c. (1 ^{re} s ^{ie}), —	107,244	»
29,709,800 — — 3 p. c. (2 ^e s ^{ie}), —	891,294	»
1,782,200 — — 3 p. c. (3 ^e s ^{ie}), —	53,466	»
Soit 37,377,800 francs, produisant. fr.	1,109,779	»

» Les volontaires avec prime qui désertent sont suppléés par d'autres volontaires (art. 75^{ter} de la loi) et les reliquats de rémunération délaissés sont affectés à la rémunération des suppléants.

» Payements à effectuer à des volontaires avec prime par les conseils d'administration des corps fr. 726,000 »

» Payements à effectuer par l'Administration des postes à des volontaires avec prime et à des agents recruteurs. . . 1,700,000 »

» Remboursements de frais de transport des candidats volontaires avec prime 1,100 »

» Fournitures d'imprimés, de matériel, etc. 1,200 »

» Indemnités allouées aux officiers de milice 56,000 »

» Frais d'administration de la caisse 15,000 »

» Pensions des militaires rengagés par le Département de la Guerre 42,200 »

» Remise de 1/2 p. c. faite aux comptables de l'État du chef des recettes effectuées pour compte de la caisse. . . 17,000 »

» Soit. . . fr. 2,552,500 »

3^e QUESTION.

Les dépenses militaires proposées au Budget de 1909, à couvrir par le prélèvement sur la Caisse de remplacement, ne sont-elles pas engagées?

Si oui, dans quelle proportion?

RÉPONSE.

« Non seulement ces crédits ne sont pas engagés, mais il y a impossibilité légale qu'ils le soient.

» Tout au plus a-t-il été fait, dans l'intérêt commun de l'État et de l'industrie, un accord essentiellement conditionnel en vue d'un marché à conclure au commencement de l'exercice prochain, et qui comporterait une somme de près de 2,296,000 francs à charge des articles 38 et 39. »

6^e QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu de ne pas soumettre les sociétés congolaises (Congo belge) à l'article premier des dispositions fiscales, afin de conserver ces ressources au budget de notre colonie?

RÉPONSE.

« L'article premier du projet ne modifie en rien le régime fiscal auquel sont soumises dans la colonie, d'une part, les sociétés à responsabilité limitée reconnues par décret, et, d'autre part, les sociétés belges par actions opérant au Congo.

Cette disposition n'a d'autre but, en ce qui les concerne, que de faire appliquer le même droit de patente à toutes celles de ces sociétés qui, en fait, fonctionnent dans les mêmes conditions en Belgique et ne diffèrent que par leur dénomination. »

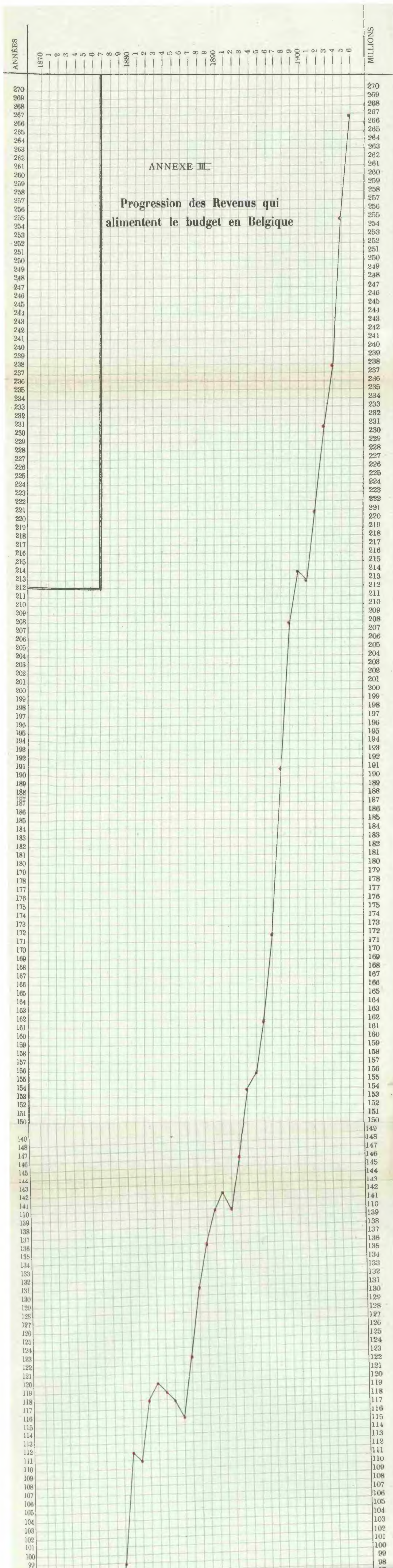
Marche progressive des recettes 1895-1909.

ANNEXE II.

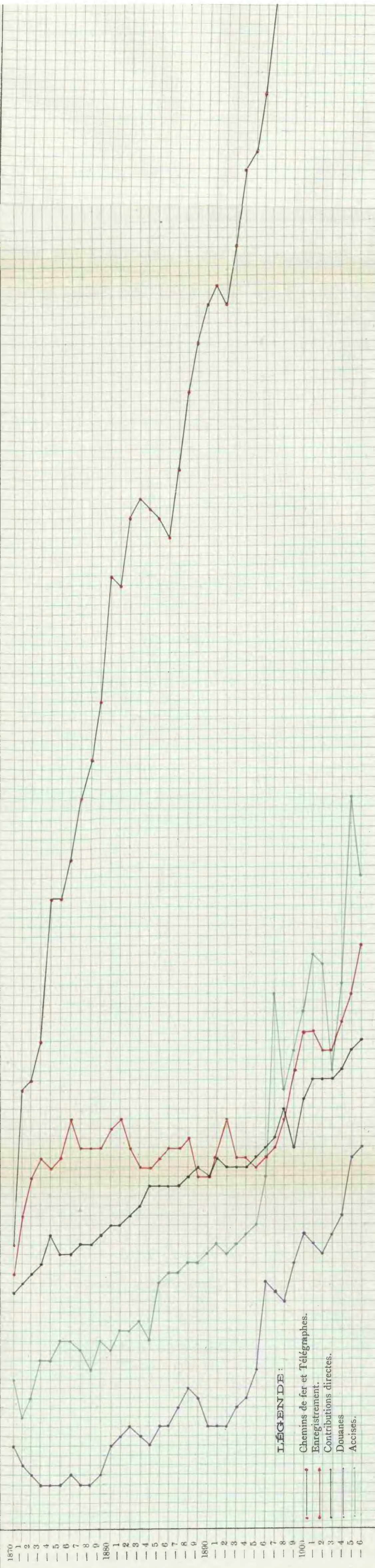
	Totaux des recettes.	Douanes.	Accises.	Enregistrem ^t , etc.	Péages.	Foncier.	Personnel.	Patente.
1895.	371,828,913	30,200,000	45,300,000	50,600,000	171,065,378	24,958,000	19,314,000	7,182,831
1896.	388,657,583	38,799,769	50,309,500	51,628,344	177,416,005	25,128,000	19,654,000	7,814,636
1897.	430,839,643	37,793,510	68,717,447	52,943,865	188,626,897	25,294,039	20,000,000	8,075,126
1898.	439,281,905	37,271,879	58,805,491	56,399,584	207,953,178	25,483,539	20,306,051	10,767,896
1899.	469,031,405	40,805,061	63,593,111	60,715,664	226,047,841	25,697,840	20,635,074	9,678,481
1900.	494,105,773	43,616,914	67,494,128	64,561,285	232,691,836	25,924,130	20,988,627	9,899,207
1901.	501,249,230	42,525,266	73,275,119	64,648,918	232,383,411	26,200,004	21,340,631	9,501,884
1902.	504,305,188	41,808,228	71,509,715	63,340,605	240,931,424	26,482,177	21,674,686	10,296,464
1903.	513,851,261	44,071,833	61,198,811	62,521,772	251,879,232	26,759,482	22,009,738	10,481,161
1904.	533,199,543	46,345,391	70,364,641	66,186,070	260,722,282	27,041,952	22,478,062	10,877,578
1905.	581,352,356	52,059,420	88,509,620	68,680,431	278,844,637	27,351,388	22,973,795	12,123,498
1906.	597,168,157	52,874,288	80,752,762	74,241,121	291,482,340	27,665,072	23,432,374	13,484,830
1907.	616,810,481	54,492,928	77,534,251	76,201,000	298,467,550	27,987,219	23,927,644	14,375,439
1908.	621,404,924	53,111,230	80,603,130	72,158,000	316,000,000	28,300,000	24,440,000	(1) 14,610,000
1909.	619,200,944	53,198,400	78,486,100	73,203,000	305,000,000	28,620,000	23,024,000	(1) 14,610,000

(1) Les chiffres pour 1908 et 1909 sont ceux des prévisions budgétaires.

(28)



ANNÉES

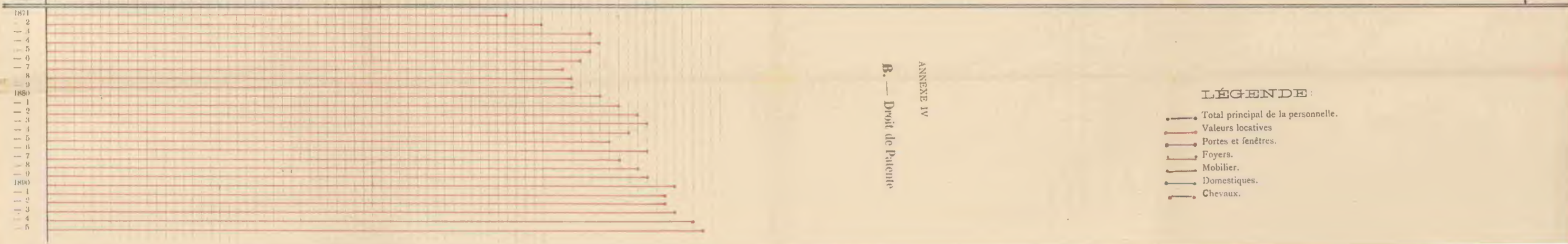
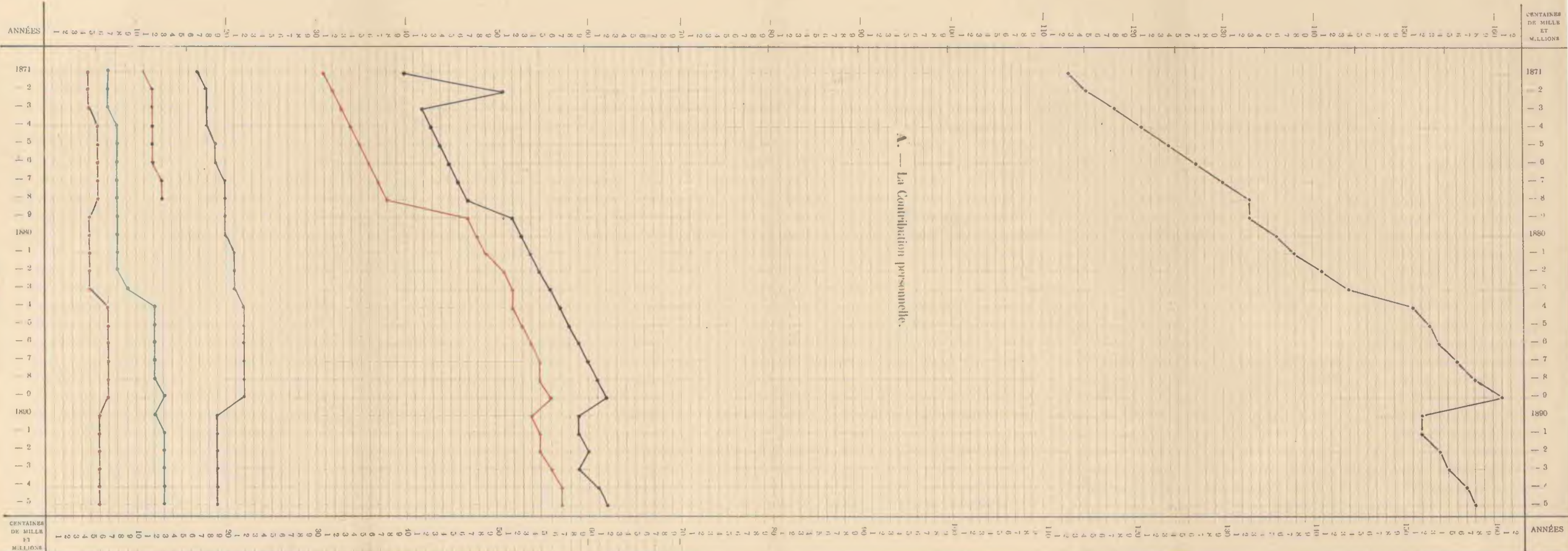


LÉGENDE :

- Chemins de fer et Télégraphes.
- Enregistrement.
- Contributions directes.
- Douanes
- Accises.

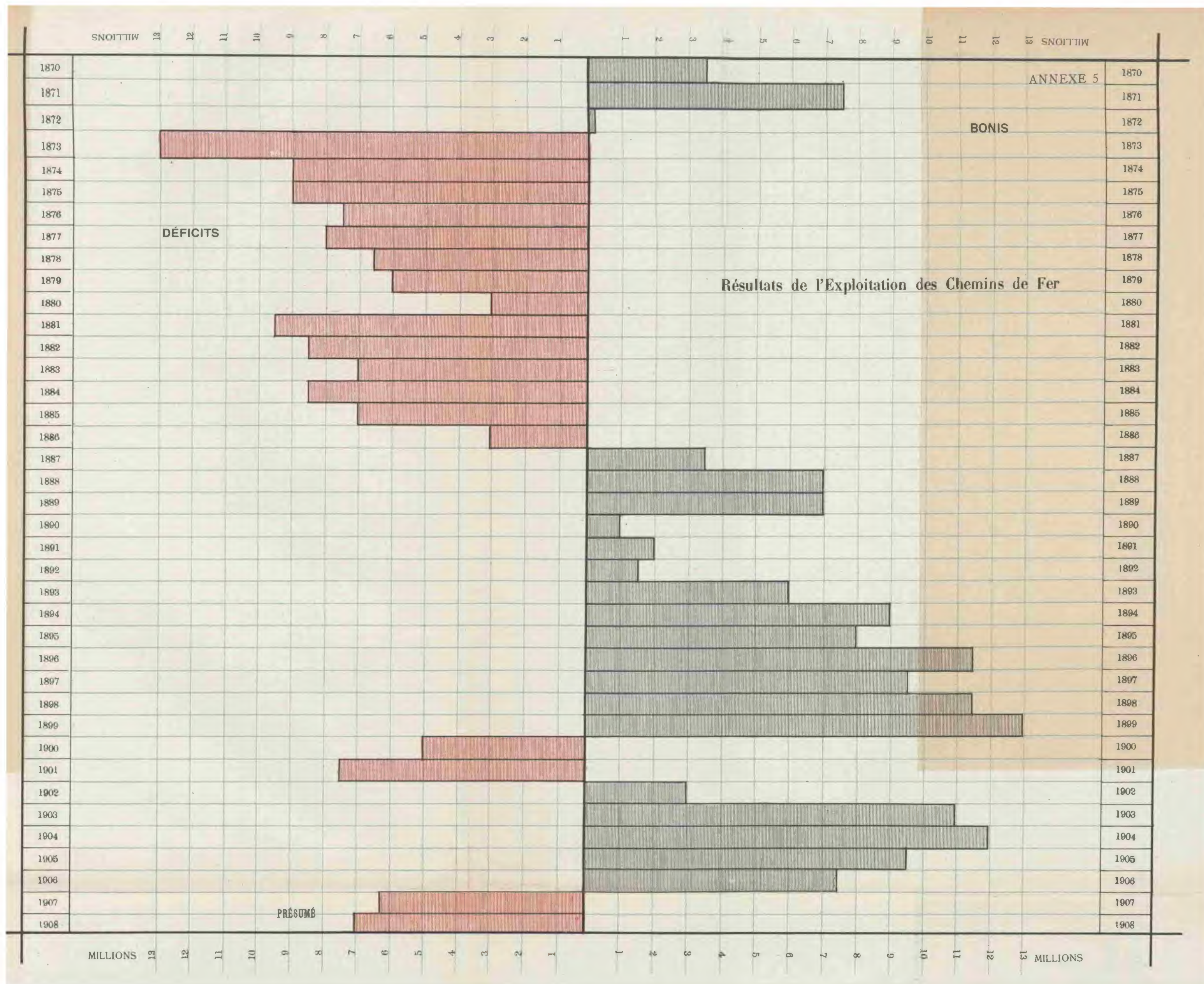
MILLIONS

170
169
168
167
166
165
164
163
162
161
160
159
158
157
156
155
154
153
152
151
150
149
148
147
146
145
144
143
142
141
140
139
138
137
136
135
134
133
132
131
130
129
128
127
126
125
124
123
122
121
120
119
118
117
116
115
114
113
112
111
110
109
108
107
106
105
104
103
102
101
100
99
98
97
96
95
94
93
92
91
90
89
88
87
86
85
84
83
82
81
80
79
78
77
76
75
74
73
72
71
70
69
68
67
66
65
64
63
62
61
60
59
58
57
56
55
54
53
52
51
50
49
48
47
46
45
44
43
42
41
40
39
38
37
36
35
34
33
32
31
30
29
28
27
26
25
24
23
22
21
20
19
18
17
16
15



- LÉGENDE :**
- Total principal de la personnelle.
 - Valeurs locatives
 - Portes et fenêtres.
 - Foyers.
 - Mobilier.
 - Domestiques.
 - Chevaux.

ANNEXE IV
B. — Droit de Patente



NOTE DE MINORITÉ

Les moyennes des Budgets des dépenses des cinq périodes quinquennales comprises entre 1884 et 1908 sont les suivantes :

1884-1888.		514 millions.
1889-1893.		536 —
1894-1898.		590 —
1899-1903.		485 —
1904-1908.		570 —

De la première période à la seconde, l'accroissement moyen est de 22 millions; de la seconde à la troisième, de 34 millions; de la troisième à la quatrième, de 95 millions; de la quatrième à la cinquième, de 83 millions.

Les années extrêmes nous donnent :

1888		514 millions.
1893		544 —
1898		427 —
1903		510 —
1908		621 —

L'équilibre budgétaire est essentiellement mobile et doit résulter du concours des facteurs du système fiscal, et de l'action régulatrice de certains d'entre eux. Il consiste à la fois à assurer la compensation des variations subies par certaines sources de revenus publics, et à faire face aux accroissements continus de dépenses. La moyenne annuelle est ici de 10 à 15 millions de francs d'après les données ci-dessus.

Le budget de 1909 a ramené les dépenses à 618,900,000 francs. Pour réaliser l'équilibre, on s'est, d'une part, appliqué à comprimer les dépenses, qui, relativement à l'exercice antérieur, sont réduites de 2,500,000 francs; d'autre part, on a prélevé 6,892,000 francs sur le fonds de la caisse de remplacement, qui, à raison d'une suggestive dénomination, a paru naturellement destinée à remplacer les ressources normales, seules prévues dans la réforme de 1893, et à substituer un excédent apparent à un déficit réel. Il est impossible de justifier ce prélèvement autrement que par la redoutable raison d'Etat. Il renferme la critique la plus sévère du système financier tout entier, qui manque à la fois *d'élasticité et de justice* comme nous nous sommes, depuis longtemps, appliqué à le montrer (1).

(1) Voir séances des 14 décembre 1894, 18 décembre 1896, et note de minorité annexée au rapport de M. Helleputte, pour l'exercice 1901.

I. *Le principal facteur des recettes est soumis à des variations profondes et brusques qui retentissent sur l'équilibre du Budget.*

Voici comment sont varié historiquement les rapports des grands facteurs du Budget des recettes :

	1870.	1884.	1907.	1909.
	P. c.	P. c.	P. c.	P. c.
Impôts directs.	19.9	16.1	11.0	11.2
— indirects. Douanes et accises	27.1	18.4	21.6	21.5
Enregistrement, etc. . . .	21.1	17.2	12.3	11.9
Péages	26.5	42.9	48.5	49.4
Capitaux et revenus	5.4	5.4	6.8	6.0
	100	100	100	100

Les péages ont pris une place prépondérante; le produit des chemins de fer atteint des proportions considérables :

	Budget total des recettes.	Produit des chemins de fer.	Rapport p. c. au Budget.
			p. c.
1870	190,537,000 francs.	41,825,000 francs.	22
1875	227,028,000 —	61,780,000 —	27.2
1880	291,921,000 —	109,517,000 —	37.4
1884	501,536,000 —	120,291,000 —	40
1890	540,000,000 —	141,000,000 —	41
1900	494,105,000 —	204,534,000 —	41.5
1907	616,310,000 —	259,156,000 —	42
1909	494,105,000 —	264,200,000 —	42.6

La solidarité intime qui unit le produit des chemins de fer au budget général des recettes, ne peut être mieux marquée qu'en exposant la relation des excédents et des déficits, des bénéfices nets et des pertes des chemins de fer avec la situation budgétaire générale; non qu'il y ait des rapports rigoureusement proportionnels, la complexité des influences condamne toute corrélation rigide, mais la réalité, la grandeur et la proximité de l'influence sont indéniables. C'est ce que le diagramme I rend saisissable.

Dépression économique de 1874-86.

Années.	Pertes des chemins de fer.	Bonis budgétaires.	Déficits.
1874	9,064,156	2,410,658	—
1875	9,221,972	—	1,080,473
1876	7,406,659	5,254,402	—
1877	7,845,545	—	5,852,459
1878	6,616,241	—	5,645,205
1879	5,820,573	—	5,115,565
1880	5,207,015	—	88,525
1881	9,290,405	—	6,061,352
1882	8,668,790	—	15,211,844
1883	6,861,596	—	18,253,868
1884	8,277,755	—	16,237,235
1885	6,762,245	—	745,549
1886	3,025,595	2,184,851	—

Période prospère du réseau.

	Bénéfices.	Bonis budgétaires.
1887	3,459,605	14,300,102
1888	6,900,270	18,767,455
1889	6,953,818	15,705,033
1890	1,038,570	5,295,022
1891	1,899,883	7,623,572
1892	1,558,685	6,259,533
1893	6,170,227	7,584,104
1894	9,141,253	9,260,196
1895	8,204,501	7,316,831
1896	11,672,287	6,103,286
1897	9,721,159	5,771,015
1898	11,271,349	12,100,950
1899	12,961,847	17,600,000

Période de dépression du réseau.

	Pertes.	
1900	4,980,415	15,049,939
1901	7,688,239	2,539,525

Période prospère du réseau.

	Bénéfices.	
1902	2,970,688	3,215,358
1903	11,236,876	2,901,290
1904	12,098,571	6,231,764
1905	9,452,429	14,737,050
1906	7,417,041	5,646,580

Période de dépression du réseau.

	Pertes.	
1907	6,831,380	1,030,000
1908	7,000,000	»
1909	»	Recours à la caisse de remplacement.

II. *Aucun autre facteur du Budget des recettes ne présente une élasticité suffisante pour compenser les altérations brusques de l'équilibre et faire face aux accroissements de dépenses,*

Il est aisé de voir que c'est, dans le système d'impôts proprement dit, aux impôts indirects, qu'on a de plus en plus demandé les conditions d'équi-

libre budgétaire. En calculant les moyennes exprimant, *dans l'ensemble des impôts*, les rapports proportionnels des impôts directs et des impôts de consommation on obtient les résultats suivants :

Années.	Impôts directs.	Douanes.	Accises.	Total des deux.
1870-1874. . . .	29.4 p. c.	14.5 p. c.	21.2 p. c.	55.5 p. c.
1875-1879. . . .	29.1 —	12.5 —	21.9 —	54.4 —
1880-1884. . . .	29.6 —	14.5 —	21.5 —	56 —
1885-1889. . . .	29.4 —	15.4 —	23.9 —	59.5 —
1890-1894. . . .	29.9 —	16.5 —	28.9 —	45.4 —
1895-1899. . . .	26.4 —	18.1 —	28.4 —	46.5 —
1900-1904. . . .	25.1 —	18.3 —	28.8 —	47.1 —
1909	25.2 —	19.5 —	28.5 —	48.0 —

L'un des diagrammes est destiné à montrer les fluctuations des droits de douane dans leurs rapports avec le mouvement commercial. La réforme des tarifs douaniers de 1895, la loi économique, a exercé une influence importante sur le produit des droits à l'importation, mais l'action de ce facteur budgétaire est subordonné fondamentalement aux alternatives d'expansion et de fléchissement du commerce international.

L'influence combinée de la tarification de 1895 et de l'expansion du commerce est manifeste sur les boni budgétaires, mais le produit des douanes ne peut être, par son propre développement, un élément régulateur du Budget général. Subordonné lui-même, il réfléchit les influences des dépressions commerciales : de celle qui suivit la courte période de prospérité de 1870-71, de celle qui se manifesta après 1880, de celle qui a suivi 1900 : nous sommes à un moment de fléchissement ; nous pouvons calculer d'après les chiffres des importations et des exportations des neuf premiers mois les valeurs probables de 1908 (commerce spécial) :

	Importations.	Exportations.
1904. . . .	2,782 millions.	2,183 millions.
1905. . . .	3,068 —	2,333 —
1906. . . .	3,454 —	2,793 —
1907. . . .	3,773 —	2,848 —
1908. . . .	3,335 —	2,552 — (probables.)

L'abaissement est d'environ 11 p. c. et doit se réfléchir dans le produit des droits avec plus ou moins de rigueur. (Voir le diagramme II.)

C'est aux impôts de consommation que l'on a, dans le système, exclusivement demandé le complément des accroissements spontanés du produit des impôts, établis pour satisfaire à l'inéluctable nécessité des augmentations de dépenses. Il faut en montrer l'importance aussi rigoureusement que possible.

	Produit de l'alcool au profit de l'État.	A déduire		Excédent dû aux droits nouveaux.
		Produit de 1895.	Son accroissement probable avec la population.	
1896 . .	29,136,160	23,540,490	329,426	3,466,244
1897 . .	47,629,464	—	638,852	21,628,828
1898 . .	36,297,401	—	810,893	10,146,016
1899 . .	39,463,549	—	1,267,024	12,856,038
1900 . .	42,588,307	—	1,596,450	15,651,367
1901 . .	47,733,509	—	1,900,756	20,546,680
1902 . .	48,029,307	—	2,229,903	17,459,054
1903 . .	35,923,186	—	2,534,049	8,950,967
1904 . .	37,876,747	—	2,787,453	9,834,057
1905 . .	36,726,192	—	3,091,539	28,294,163
1906 . .	45,716,084	—	3,400,000	19,973,594
1907 . .	42,743,107	—	3,673,476	13,729,141
1908 . .	46,324,900	—	3,860,780	19,323,640
1909 . .	44,169,000	—	4,160,780	15,156,730
				211,023,602

Cet excédent est d'environ 15,000,000 fr. par année en moyenne. Il y faut ajouter l'excédent du produit fiscal du sucre, 6,000,000 de francs environ depuis 1904, en moyenne. En tout 20 à 21 millions d'impôts de consommation nouveaux; l'heureuse suppression du système des primes a anéanti l'impôt perçu sur les particuliers. Il faut déduire de ce total :

Les droits sur le café	2,500,000 francs.
— thé	50,000 —
L'exonération partielle de la contribution per-	
sonnelle	1,605,751 —
Du droit de mutation	240,000 —
Des droits sur les actes de partage	8,000,000 —
Total	5,096,000 —

Il reste 15,000,000 de fr. environ d'impôts nouveaux. Ils ont retenti sur la grandeur des boni, mais pour des causes à la fois morales et économiques, leur produit est à peu près stationnaire, même décroissant pour l'alcool.

Les prévisions abaissent de 2,555,000 francs les droits sur l'alcool, de 2,117,000 le produit des accises. (Voir le diagramme II.)

III. *C'est à la transformation des impôts directs qu'il faut demander les conditions de justice et d'élasticité nécessaires au système :*

Les impôts directs atteignaient directement des revenus spéciaux (impôt foncier, patente des sociétés) et le revenu présumé par des indices. Contribution personnelle, impôt foncier, patente, révèlent leur faible élasticité chiffres suivants :

	Millions.
1870-94.	40.2
1875-79.	42.8
1880-84.	46.2
1885-89.	49.6
1890-94.	51.2
1895-99.	52.8
1900-1904.	59.0
1905-1909.	66.6
1909	69.5

Une grande partie de cet accroissement est due à la patente des sociétés anonymes, impôt direct sur le revenu des capitaux qui atteint en 1905 la moitié du principal de la patente (10,100,000 fr.). (Voir le diagramme III.)

Si, faisant abstraction des droits d'enregistrement et de timbre, on ajoute les droits de succession, vrais impôts directs, aux impôts directs proprement dits, et qu'on les oppose aux impôts indirects (douanes et accises), voici ce qu'on obtient et qui exprime, assez grossièrement d'ailleurs, le mouvement relatif des impôts qui atteignent, ou tendent, par des indices, à atteindre directement le revenu ou le patrimoine, et de ceux qui frappent le revenu dans sa dépense :

	1850	1880	1901	1902-7	1900
Impôts directs et de succes.	37,929,000	65,111,000	77,955,000	87,501,197	95,015,000
Impôts indirects . . .	37,061,000	56,132,000	108,570,500	127,035,406	132,985,500
Totaux . . .	74,990,000	121,243,000	186,525,500	214,536,603	228,000,500

Rapports proportionnels pour cent.

Impôts directs et de succession :

50.5 p. c. 53.8 p. c. 41.8 p. c. 40 p. c. 40 p. c.

Impôts indirects :

douanes et accises :

	49.5	46.2	58.2	60	60
Total. . .	100	100	100	100	100

Nous pouvons essayer de grouper les impôts de consommation proprement dits.

1907.

1. *Consommations nécessaires et utiles.*

		Par tête.
Bétail viande sur pied	fr. 1,750,000	} fr. 4.70
Viandes et conserves	111,000	
Farines et pâtes	140,000	
Beurre (douane)	1,137,670	
Margarine	510,658	
Sucres	12,574,727	
Bière.	13,565,117	
	1,120,000	
Fruits, oranges, citrons, figues, pruneaux . . .	2,505,000	}
Vinaigre.	111,554	

2. *Consommations de luxe ou stériles.*

Vins	fr. 5,534,595	} fr. 1.87
Tabac	7,867,307	

3. *Consommations nuisibles.*

Eaux-de-vie	fr. 42,743,107	} fr. 6.29
Liquides alcooliques	2,450,000	

fr. 12.86

En ajoutant à ces impôts de consommation les autres produits imposés à l'entrée on peut embrasser les rapports des impôts directs et indirects, c'est-à-dire de ceux qui tendent à se proportionner aux revenus, et de ceux qui sont sans règle de proportionnalité au revenu.

	1880	1901	1907	Accroissement p. c.
1. Impôts directs. . . . fr.	8.07	8.78	9.46	17
2. Impôts directs et de suc- cession.	11.79	11.64	13.17	16
3. Impôts indirects, douanes et accises	9.76	16.20	18.36	90

Sans préjudice à l'amélioration du régime financier des chemins de fer, c'est dans le développement des impôts directs et surtout dans une détermination de plus en plus précise, de moins en moins arbitraire du revenu réel et du patrimoine réel, qu'il faut chercher la solution du problème de *l'élasticité* et de la *justice*, que j'ai poursuivie sans relâche dans des propositions d'impôt général sur le revenu (embrassant la transformation des droits de patente) et des propositions de révision des droits de succession.

Il suffit de deux traits pour marquer l'incomparable portée de la question. La contribution personnelle est un impôt sur le revenu présumé par des

indices. Supposons ici qu'il faille lui maintenir le caractère indiciaire. Il faudra dégager la valeur locative indice ondamental, éliminer l'odieuse base des portes fenêtres, et rendre son élasticité au mobilier, transformer les rapports qui existent dans le déplorable assemblage actuel.

Eh bien, le revenu cadastral accru d'un tiers, en vertu de la loi de l'an VII, nous donne une exgression approximative du loyer, indice du revenu de l'occupant, et qui, corrigé et révisé périodiquement, peut être substitué à la valeur locative actuelle dans un système indiciaire. Le calcul nous montre l'écart énorme et grandissant dans la progression des indices :

	Valeur locative. 1 ^{re} base actuelle.	Revenu cadastral des propriétés bâties.	Loyer correspondant au revenu cadastral.
1845. . . . fr.	52,000,000	46,600,000	62,000,000
1890. . . .	108,500,000	158,200,000	211,000,000
1905. . . .	140,000,000	500,000,000	400,000,000

Les écarts entre la valeur locative et le loyer selon le cadastre, sont successivement de 10 millions, de 102,500,000 francs, de 260 millions, près du double de la valeur adoptée aujourd'hui.

Autre trait. Les droits de succession en ligne collatérale n'atteignent qu'une partie des valeurs mobilières. La dissimulation est indéniable et considérable. On se fait une idée de l'importance du patrimoine qui échappe au fisc, en mettant en lumière la progression de la fortune mobilière telle que l'évalue annuellement depuis longtemps M. de Laveleye, et en la mettant en rapport avec la progression actuelle du produit des droits de succession. (Voir le diagramme IV.)

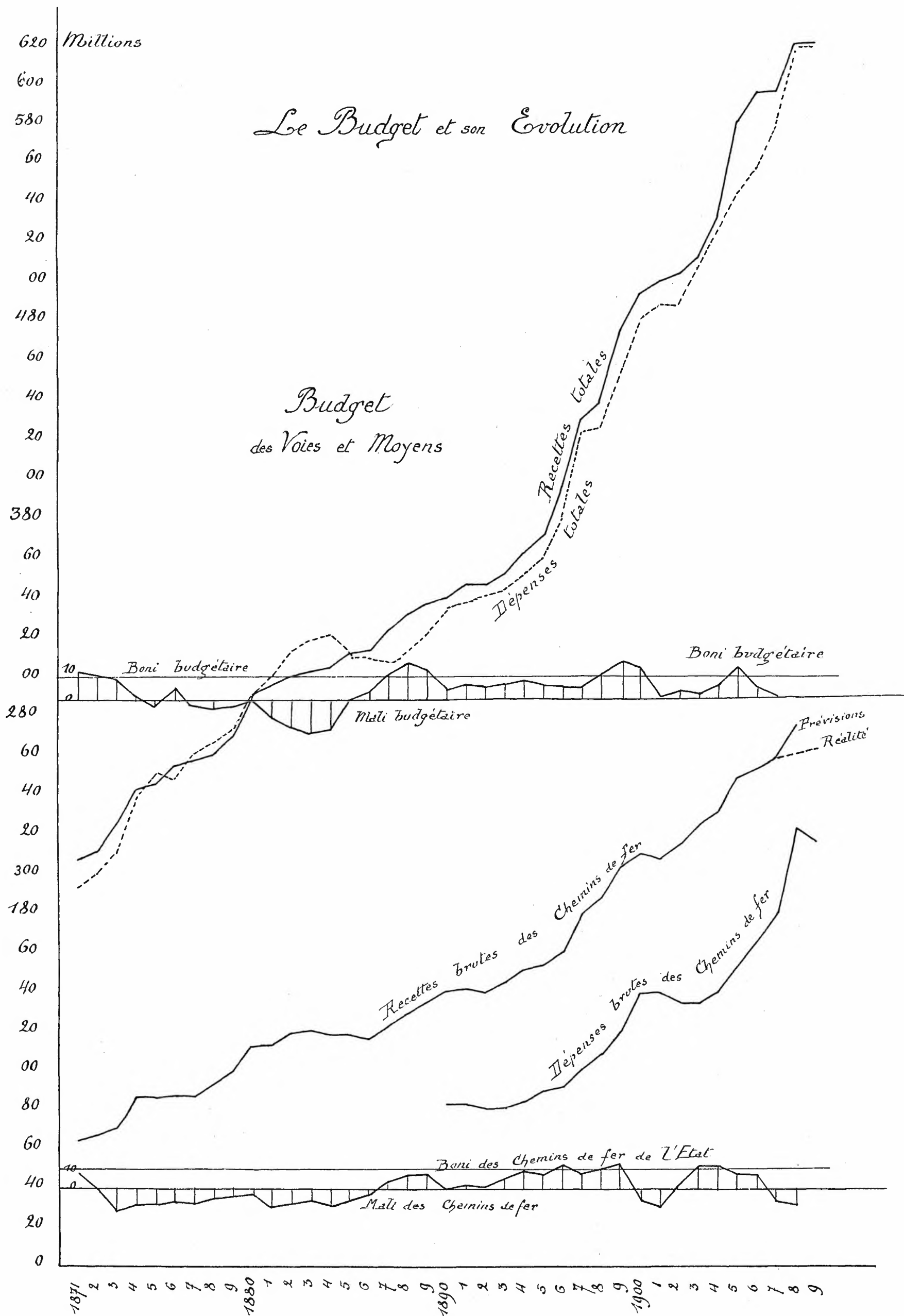
Le Gouvernement, dans ses réponses, n'émet, semble-t-il, qu'un avis théorique sur la contribution personnelle, et à l'égard des droits de succession, de l'imposition des revenus mobiliers, et des valeurs mobilières, il déclare que ses études ne sont pas assez avancées pour formuler des conclusions définitives.

Le sentiment de notre devoir nous porte au delà, ainsi que la foi dans la science actuelle.

La portée de cette note est d'établir une connexion nécessaire et indissoluble entre les conditions de l'équilibre budgétaire, et la réforme des impôts sur le revenu, les revenus spéciaux, le patrimoine. Il ne s'agit pas, pour nous, de juger des moyens plus ou moins habiles pour trancher une difficulté financière, il ne s'agit pas d'une perturbation accidentelle d'un système dont on contemplerait la marche avec optimisme, il s'agit de conditions essentielles et permanentes d'élasticité et de justice qui manquent, et dont il faut pénétrer aujourd'hui le système; une transformation profonde peut être savamment graduée, mais il nous faut proscrire l'empirisme autant que l'expédient et l'ajournement des œuvres nécessaires.

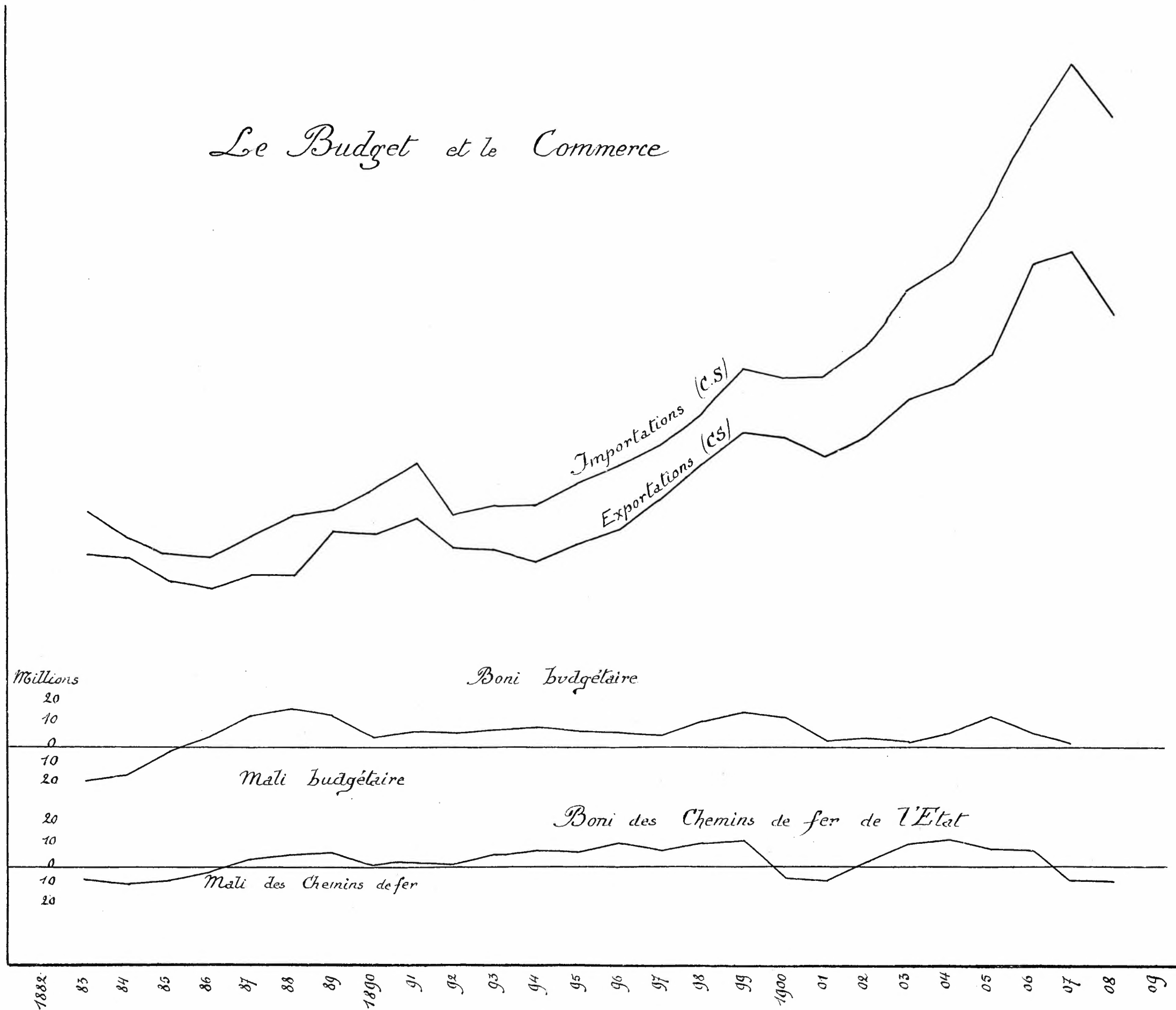
H. DENIS.

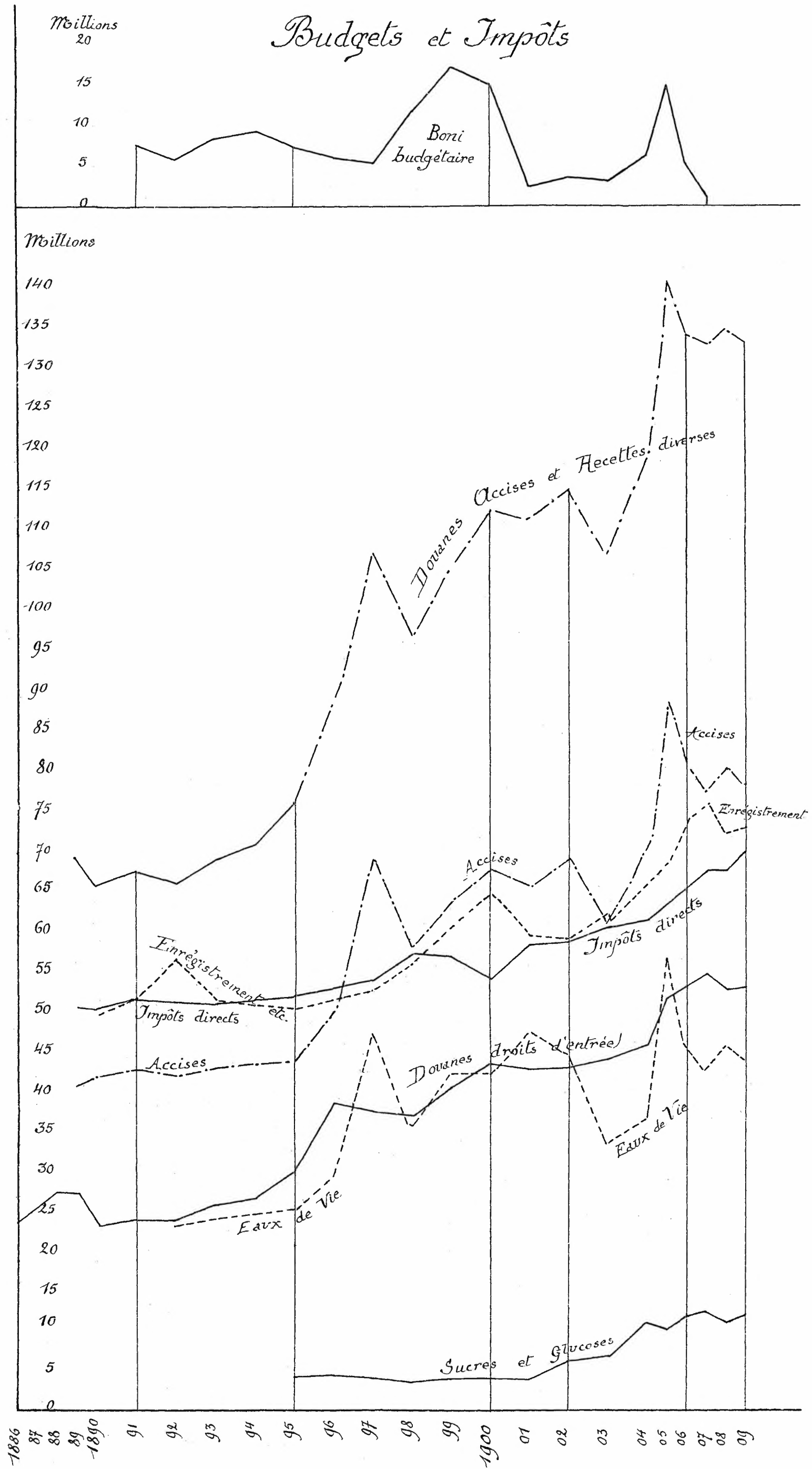




N°2

4.000.000.000
900.
800
700
600
500
400
300
200
100
3.000.000.000
900
800
700
600
500
400
300
200
100
2.000.000.000
900
800
700
600
500
400
300
200
100
1.000.000.000
900
800
700
600
500
400
300
200
100
0





*Fortune mobilière et impôt*12 *Milliards*

11

10

9

8

7

6

5

4

3

2

1

1879

*Marché de
la Fortune mobilière
en Belgique
(de Lareeye)*

*Valeurs financières
et industrielles*

Fonds publics

10 *millions*

8

6

4

2

0

*Timbre*25 *Millions*

20

15

10

5

0

*Droits de Succession*25 *millions*

20

15

10

5

0

*Enregistrement
et Transcription*

1880

6

7

8

9

1890

91

92

93

94

95

96

97

98

99

1900

01

02

03

04

05

06

07

08

09

N°4

400

*La Valeur locative
et
le revenu cadastral
Propriétés bâties*

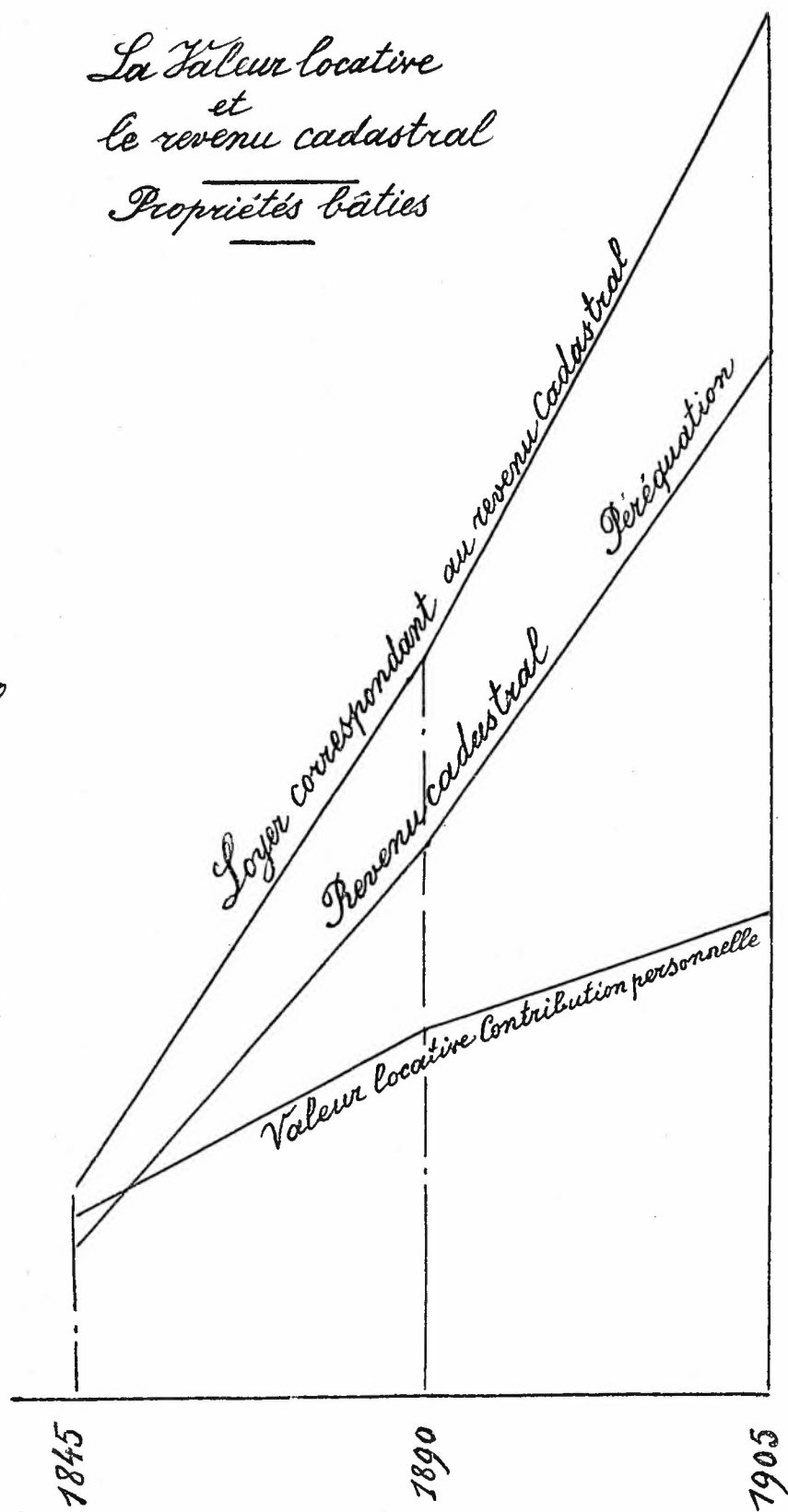
300

200

150

100

50



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 DECEMBER 1908.

Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1909 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COUSOT.

MIJNE HEEREN,

De begrooting van 's Lands Middelen voor 1909 is achteruit op die van 1908.

In 1908 voorzag men eene ontvangst van 621,404,924 frank.

In 1908 bedraagt de raming 616,810,481 frank.

Dit feit verdient voorzeker vermelding.

De ontvangsten stegen regelmatig sedert 1900 :

1901	501,249,230
1902	504,305,188
1903	513,851,261
1904	533,199,543
1905	581,358,356
1906	597,188,137
1907	616,810,481
1908	621,404,924

Uit de ramingen voor 1909, die de in 1908 verwezenlijkte feiten bevestigen, blijkt dat er een stilstand in onze welvaart is gekomen.

Sedert vele jaren waren Staats inkomsten op eene merkwaardige wijze toegenomen. De gezamenlijke ontvangsten, die 371,828,913 fr. bedroegen in 1895, stegen regelmatig tot 616,810,481 frank in 1907, hetzij eene gemiddelde stijging van 18 millioen, en op dertien jaren eene vermeerdering van 244 981,568 frank.

In stede van deze toeneming, zullen de ramingen voor 1908 niet verwezenlijkt worden, en in 1909 zal er nog verdere achteruitgang zijn.

(1) Begrooting, n^o 41.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Cooreman, bestond uit de heeren Bertrand, Denis, Franck, Cousot, Visart de Bocarmé, Hubert.

Deze welvaart gedurende het tijdperk 1893 tot 1907 schijnt vooral merkwaardig, zoo men ze vergelijkt met de toeneming der ontvangsten van 1840 tot 1893, die elk jaar gemiddeld 4 millioen bedroeg.

Zoo men de vermindering onzer ontvangsten toeschrijft aan de economische crisis, waaronder wij echter veel minder lijden dan andere landen, waar het tekort der begrooting schrikbarend is, dan stelt men eene oorzaak vast; doch er is beters te verrichten. Daaruit is eene les af te leiden; door de ontleding van de inkomsten moet men weten op welke bronnen onzer inkomsten de ongunstige economische toestand vooral drukt. Tevens zullen wij gelegenheid vinden om te onderzoeken of de ramingen der Regeering voorzichtig genoeg gedaan worden en niet het gevolg zijn van een optimisme waaraan de jaren van overvloed ons gewoon maakten.

I.

De ramingen der begrooting.

De grondbelasting blijft opmerkenswaardig bestendig en gaat licht vooruit. In 1893 gaf zij 24,958,000
in 1907 bereikt zij 27,987,219
of nagenoeg 3 millioen meer.

De geregelde stijging van deze belasting, de stellige ramingsgrondslagen — het getal en de omvang van de nieuwe te belasten gebouwen reeds gekend zijnde, — staven de verhoogde raming op 332,000 frank.

De personeele belasting, die schijnt nauwkeuriger weer te spiegelen de steeds toenemende behoeften aan weelde en welzijn — een kenmerk van ons hedendaagsch leven —, steeg in dertien jaren met nagenoeg 4 millioen.

In 1893. 19,314,000.

In 1907. 23,927,644.

Deze bron van inkomsten volgt een zoo geregelden gang, dat de ramingen — gemiddelde vermeerdering in de laatste vijf jaren — geene gegronde kritiek dulden.

De sommen, door het patentrecht verstrekt aan 's Lands Schatkist, dragen meer het kenmerk van vooruitgang op het gebied van handel en nijverheid :

In 1893 bracht het een inkomen op van 7,182,831

In 1907 » » » 14,375,439

Hetzij 7 millioen meer.

Gezien de stilstand in de nijverheidszaken, bepaalde de Regeering heel voorzichtig hare raming tot de opbrengst van 1908, zonder vermeerdering hoegenaamd, ofschoon men op dat gebied in dertien jaren eene gemiddelde toeneming van 500,000 frank per jaar vaststelde.

De gelden, opgebracht door de registratie- en overschrijvingsrechten, zijn slechts berekend op de waarschijnlijkste ontvangsten in 1908, wat bij de Regeering een blijk van vooruitzicht is.

Voor de inkomsten van de griffie-, hypotheek-, inschrijvingsrechten houdt men zich aan de gemiddelde opbrengst in de laatste drie jaren. Dat is een voorzichtige regel om de inkomsten der erfenisrechten te bepalen.

De tolrechten, die 30,200,000 frank opbrachten in 1893, zijn in 1907 gestegen tot 54,592,928 frank.

Hetzij 24 miljoen meer (aandeel van den Staat).

De raming beliep 56,000,000 frank voor 1908 (met inbegrip van het gemeentefonds en het bijzonder fonds). Doch, volgens de uitkomst der eerste tien maanden van het jaar, moet men zich aan minder verwachten.

Ontvangen tolrechten (eerste 10 maanden).

In 1908.	In 1907.
fr. 47,872,457	fr. 48,203,005
Hetzij 330,628 frank minder	

Om elke misrekening te vermijden, behoudt men voor 1909 de raming van 1908.

Het tolwezen geeft ons een voorbeeld van de veranderingen in verband met de beweging op economisch gebied. Dit verband bestaat ook voor de opbrengst van het accijnsrecht. Van 1893 tot 1907 steeg dit laatste met ten minste 30 miljoen (aandeel van den Staat).

In 1893	fr. 45,300,000
In 1907	» 77,534,000

Beschouwt men de tabel sedert 1893, dan wordt men de uitwerking der *zedenverbeterende wetten tegen het alcoholisme* gewaar. De raming, voorgesteld voor 1909, bedraagt minder dan voor 1908. Naar aanleiding daarvan, mag niet nagelaten worden te doen uitschijnen welke goede ingeving de Regeering had, toen zij niet toegaf aan hen die het accijnsrecht op de suiker nog wilden verlagen. De Begrooting berooven van een aanzienlijk deel der opbrengst van dat accijnsrecht, ware onzen geldelijken toestand grootelijks in gevaar brengen.

't Is de mindere opbrengst der weggelden die grootendeels de schuld heeft van de vermindering der ontvangsten.

In 't geheel (posterijen, telegrafen en spoorwegen) brachten de weg- en verzendingsprijzen op :

In 1893	fr. 171,063,372
In 1907	298,467,530

of, in dertien jaren, eene vermeerdering van 120 miljoen.

Laten wij uitsluitend de geldelijke uitkomsten van het spoorwegbedrijf in overzicht nemen.

In 1908 werd eene ontvangst van 276 miljoen voorzien; slechts 262 miljoen werden verworven, hetzij 14 miljoen verschil.

Reeds in 1907 leverde het spoorwegbeheer 6,811,380 frank tekort op; voor het loopend dienstjaar zal het nog aanzienlijker wezen!

Heel voorzichtig stelt de Regeering voor, het waarschijnlijk cijfer van 262 miljoen aan te nemen als ontvangsten voor de goederen in 1908 en het slechts te verhoogen met de regelmatige en geleidelijke toeneming van het reizigers- en goederenvervoer, zijnde 264,200,000 frank.

Dit kortbondig verloop antwoordt genoegzaam op eene vraag (III), door de Middenafdeeling gesteld. « Hoe rechtvaardigt de Regeering de ramingen der Begrooting van 's Lands Middelen voor de opbrengst der spoorwegen, voor de accijsrechten, de tolrechten en de rechtstreeksche belastingen? Zijn de geleverde ramingen niet overdreven? »

Uit de daareven opgesomde feiten blijkt dat de Begrooting van 's Lands Middelen met volkomen oprechtheid is opgemaakt en dat er bij de raming ruimschoots rekening wordt gehouden met de gevolgen van den minder gunstigen economischen toestand, gedurende dit stilstandstijdperk van onzen bloei.

Ongetwijfeld zullen de door de Regeering genomen maatregelen, zoo om de ontvangsten te bepalen als om de uitgaven te beperken, in 1909 de rekening in evenwicht brengen.

II.

Aandeel der belastingen en der inkomsten in de Begrooting.

Wanneer men zorgvuldig den gang nagaat van de opbrengst der verschillende bronnen van inkomsten, is er een feit dat treft : de regelmatig langzame toeneming en de bestendigheid der rechtstreeksche belastingen, terwijl daarentegen de onrechtstreeksche belastingen en de opbrengst van den spoorweg veranderen.

De overgroote zwenking der opbrengsten van den spoorweg is de voornaamste oorzaak van den benepen toestand die blijkt uit de Begrooting van 's Lands Middelen.

In 1907 en 1908 bracht die zwenking een onverwacht tekort voort, dat het evenwicht der Begrooting zou schaden indien de andere bronnen van inkomsten geene gelukkige vergoeding aanbrachten.

In het tijdvak 1893-1907 bedroeg de vaste verhooging der ontvangsten 243 miljoen. De weggelden droegen daartoe bij voor 127 miljoen.

Onderstaande tabel doet de veranderlijkheid van de uitslagen van het spoorwegbeheer uitschijnen.

Jaarlijksch saldo.

	Actief.	Passief.
1900	»	4,980,415
1901	»	7,688,239
1902	2,970,988	»
1903	11,236,876	»
1904	12,098,571	»
1905	9,459,429	»
1906	8,174,298	»
1907	»	6,811,380 (waarschijnlijk)
1908	»	7,000,000 (nagenoeg).

De dienstjaren 1900 en 1901 waren jaren van tekort; de vijf volgende leverden winst op; in 1907 en 1908 ontstaat het tekort opnieuw. Hopen wij dat het niet langer zal duren dan in 1900-1901!

Elke economische crisis heeft grootelijks invloed op de geldelijke uitkomsten van het spoorwegbedrijf. Dit heeft voor gevolg dat de Belgische Begroting overgrootte schommelingen ondergaat: schielijke, overmatige vermeerdering in goede jaren, sterke vermindering in tijd van crisis. Welke gevolgen brengt zulks teweeg? In tijd van voorspoed, zetten de aanzienlijke ontvangsten aan tot overdreven uitgaven; in schamelen tijd, verwekt het dalen der ontvangsten misrekening die niet steeds te herstellen is.

Sedert lang is er voorgesteld, de spoorwegonderneming minder « bureaucratisch » en meer tot eene « nijverheidsonderneming te maken ». Dit punt kan hier niet in zijn ganschen omvang worden behandeld. Doch wij mogen den wensch herhalen dat er eene wijze van boekhouding worde ingevoerd, die meer overeenkomt met den aard zelven van het spoorwegbedrijf. Overigens dient men rekening te houden met de overdrijving der bedillingen te dien opzichte. Zooals de boekhouding ons wordt vertoond in het Jaarverslag der spoorwegen, is zij uiterst duidelijk en volkomen nauwkeurig. Doch ons dunkens is het een gebrek, bij het opmaken van de jaarlijksche balans en de rekening van winst en verlies geene reserve in te stellen. Met het oog op 's Lands financiën — het eenige punt dat wij te onderzoeken hebben — beveelt het instellen van eene reserve zich aan als eene gemakkelijke, nuttige en dringende hervorming. In winstgevende jaren zou een deel van het batig slot moeten gestort worden in dit spaarfonds. Dit zou een voorzieningsfonds worden. Als dit laatste aanzienlijk genoeg zou wezen om ten gepasten tijde de Schatkist te stijven en het tekort der exploitatie aan te vullen, zou het een werkelijke regelaar zijn. Aldus beperkt, vergt de hervorming geene hoofdzakelijke verandering in de gevolgde boekhouding en ware zij onmiddellijk toepasselijk zoodra de « goede jaren » terugkomen.

Bij de tijdelijke storing die onze ontvangsten ondergaan, bemerkt men insgelijks een groot verschil tusschen onze rechtstreeksche belastingen, eenerzijds, en de accijzen en tolrechten, anderzijds.

Economische crisissen hebben merkelijken invloed op de opbrengst der verbruiksbelastingen en op de tolrechten. Het meerdere welzijn in voorspoedige tijden blijkt duidelijk uit de meerdere ontvangsten aan tolrecht. De door ons opgemaakte tabel duidt de snelle en verbazende toeneming der tolrechten aan. In 1880 brachten zij 25 miljoen op; in 1906, 56 miljoen! In 1885 bedroegen de tolrechten per inwoner 4.85; in 1900, 7.63.

In tegenovergestelden zin dalen de rechten in 1906. Wij zouden vreezen dergelijke bedenkingen uit te brengen ten opzichte van de opbrengst der accijzen, die in het verlopen tijdvak zoozeer toenam, want de afwisseling hunner opbrengst is te wijten aan uiteenlopende oorzaken waarbij de wetten tegen het alcoholisme de hoofdrol vervullen.

Hoe het ook zij — zonder iets overdrevens hoegenaamd te willen zien in de verbruiksbelastingen waarover wij straks zullen handelen, — thans doet zich in onzen geldelijken toestand een merkwaardig verschijnsel voor,

namelijk het overgroot aandeel dat daarin hebben de minst vaste hulpmiddelen, die het meest afhangen van economischen invloed, vergeleken met de meest vaste belastingen. Wel weet ik, dat de overgrootste toeneming der onrechtstreeksche belastingen te wijten is aan het aanzienlijk deel van den alcoholaccijns; dat in goede jaren de ontvangsten der Rijksbedrijven machtig bijdragen; niettemin mag men staande houden dat de begroting van een land, wil zij tot geene onheilen of misrekeningen leiden, in de belastingen die den verworven vasten rijkdom treffen moet vinden eene aanzienlijke bron van de geldmiddelen die 's landsleven vergt. Deze overweging legt de redenen uit waarom de Middenafdeeling de Regeering onderstaande vraag toestuurde. — «Welke hervormingen denkt de Regeering in te voeren in het belastingstelsel, vooreerst voor de erfenisrechten, ten einde den roerenden eigendom te treffen, ten tweede voor de patentrechten, waarvan de herziening wordt gevraagd, ten slotte voor de personeele belasting?

III.

De fiskale wetten. — De hervormingen.

De daling der gewone ontvangsten, die den toestand der inlandsche en der internationale markt weergeeft, vestigde andermaal en bijzonder sterk de aandacht, niet alleen op het verband, de verhouding tusschen de bronnen van inkomsten, maar vooral op het zoo dikwijls opgeworpen vraagstuk van eene fiskale hervorming.

A. Zijnde verbruiksbelastingen in België waarlijk overdreven? In vroegere verslagen over de begroting werden vergelijkende tabellen geleverd, waaruit blijkt hoe weinig de verbruiksbelasting drukt. 't Is voorzeker niet wanneer men ze vergelijkt met de begrotingen van andere landen, dat die belasting in België overdreven is.

In landen met een volstrekt ander belastingstelsel, bij voorbeeld in Engeland, hebben de onrechtstreeksche belastingen een overgroot aandeel in de samenstelling der begroting.

Voor het dienstjaar 1905-1906 zijn de inkomsten der Engelsche begroting ingedeeld als volgt :

Rechtstreeksche belastingen.		Onrechtstreeksche belastingen.	
Belasting op het inkomen	31,000,000	Tolrechten . .	32,226,000
Grondbelasting . }	2,700,000	Accijns :	
Huisbelasting . }		Bier . . .	12,919,000
Vergunningen	4,667,000	Alcohol . .	17,812,000
Zegels	8,000,000	Allerhande .	93,000
Domeinbelasting . . .	17,289,000		
Pond	63,656,000		63,050,000

Hetzij 50.2 t. h. rechtstreeksche en 49.8 t. h. onrechtstreeksche belastingen.

Men zou nagenoeg *mutatis mutandis* die cijfers kunnen vervangen door de cijfers der Belgische begrooting.

Rechtstreeksche belastingen	67,871,600	} 144,073,506
Verscheidene rechten	. . . 76,201,846.	
Onrechtstreeksche belastingen		133,061,663

Het is onnoodig het voorbeeld van Frankrijk aan te halen met zijne zware verbruiksbelastingen en zijne bedrijven. Maar past het thans niet Duitschland aan te halen, dat, om uit zijnen geldnood te geraken, 500 millioen mark belasting verwacht, die meestal verbruiksbelastingen zijn?

Daarenboven in ons land, indien men de overgrootte opbrengst van den accijns op alcohol afrekt, valt de verbruiksbelasting (voor 1909) op 24 millioen voor het bier en 17 millioen voor de suiker (1).

Is het waarlijk mogelijk die twee belastingen te verminderen? Is de betrekkelijke scheidkundige samenstelling tusschen alcohol eenerzijds en bier en suiker anderzijds geen voldoende reden voor die accijnsrechten? Ten ware men het bedrog in de hand wilde werken en den vrijen teugel laten ten nadeele van de volksgezondheid.

Zijn die belastingen overigens nadeelig geweest voor het zoo wenschelijk verbruik van suiker en voor het nuttig verbruik — als het gematigd is — van bier?

In 1907 werd er 16,496,031 hectoliter inlandsch bier gedronken, benevens 220,454 hectoliter uitlandsch bier, die voor de Schatkist opbrachten :

Accijnsrechten.		20,869,430
Folrechten.		1,106,871

Welnu, het gebruik nam gestadig toe :

In 1891 bedroeg het		10,814,959 hectoliter
In 1900	—	14,760,897 —
In 1907	—	16,496,051 —

Soortgelijke uitkomsten blijken uit de statistieken over het gebruik van suiker.

Dat getuigt de volgende tabel.

Verbruik van suiker :

1900		21,791,216 kilos.
1901		33,800,000 —
1902		33,900,000 —
1903		70,003,290 (2) —
1904		83,264,755 —
1905		70,415,950 —
1906		77,773,620 —
1907		82,688,241 —

(1) Inderdaad, buiten den wijn, den brandewijn, het bier en de suiker, worden de accijnsrechten enkel geheven op de margarine (800,000 frank), den azijn en de tabak.

(2) Met inbegrip van de suiker voor suikergebak, de invertsuiker en veevoeder.

Deze overgrootte toeneming van het verbruik van suiker — dat voedsel voor de spierkracht — moet toegeschreven worden aan de oordeelkundige wettelijke regeling van den accijns op de suiker.

De verbruiksbelastingen beletten dus niet dat suiker en bier door ons volk steeds meer worden verbruikt.

Daarentegen heeft de accijns op alcohol machtig bijgedragen in den strijd tegen die plaag waaronder onze arbeidersstand leed, en niemand zal zijne gelukwensen weigeren aan de bewerkers van die zegepraal die bepaald gewonnen schijnt. Het verbruik is immers onveranderd gebleven op 3 liter 30 per inwoner sedert verscheidene jaren. In hoe verre en door welk middel zal men, zonder de doelmatigheid van onzen strijd tegen de jeneverplaag te verminderen en zonder de gemeenten te benadeelen, kunnen raken aan het vergunningsrecht waarvan de regeling zooveel klachten en tegenwerpingen uitlokt?

B. Ongetwijfeld brengen de tolrechten voor de Schatkist geen zoo vaste inkomsten op als de personeele belasting. Zij stijgen en dalen met den algemeenen bloei, met de breede vlucht of het verval van handel en nijverheid. 't Is echter weinig waarschijnlijk dat men eraan denke te raken aan het recht degelijk opgevat stelsel onzer tolwet van 1893. Naast eene wijze bescherming van onze bedrijvigheid, brengt zij geen hinderpaal hoegenaamd mede voor den vrijen invoer van de grondstoffen welke de behendigheid onzer ingenieurs en onzer arbeiders moet verwerken, noch van de eetwaren — ten bedrage van meer dan 600 millioen — die dienen voor het kostbaar in leven houden van onzen arbeidersstand.

C. Men zou eene gansche omwerking willen van onze rechtstreeksche belastingen. Zij zijn het meest zekere en het regelmatigst toenemend gedeelte der inkomsten eener begrooting. Zij moeten er een aanzienlijk gedeelte van uitmaken op gevaar af op misrekeningen te stuiten.

Mijn dunkens, valt men vrij lichtzinnig ons fiskaal stelsel aan. Uit hoofde van eenige gebreken die er in voorkomen, zou men het willen vervangen door stelsels die, in andere landen, met onbetwistbare groote voordeelen, wellicht de grondslag waren van eene onloochenbare welvaart, en die er overigens erin slaagden in eenige groote Belgische steden binnen te dringen. Het invoeren, in België, van de algemeene belasting op het inkomen waaruit Duitschland zijne machtige geldmiddelen trekt, of van de eeuwenoude hoofdelijke belasting op het inkomen, dat aan Engeland's volksleven zulke breede vlucht deed nemen, dat is eene hervorming die door haar schijn van rechtvaardigheid kan verlokken. De volkeren, die ze bezitten, vinden ze overigens ontoereikend of onvolledig. Duitschland gaat zijne inkomsten verhoogen door onrechtstreeksche belastingen en Engeland wil zijn belastingstelsel aanvullen door een nieuwe bijkomende belasting (de globale belasting op het inkomen). De erge bezwaren, de langdurige aarzelingen, de veeleer ongunstige proefnemingen, ons door de debatten in de Fransche Kamer ter kennis gebracht, bewijzen dat men in een land moeielijk een fiskaal stelsel verandert, dat jaren oud is en om zoo te zeggen deel uitmaakt van het raderwerk zelf der maatschappelijke regeling.

Dikwijls werd er gezegd dat de beste belastingen de oudste waren. Dat is loutere waarheid. De gewoonte der schatplichtigen om de jaarlijks geëischte belastingen te betalen is niet de eenige uitlegging van dat feit. Er bestaat een grondiger reden, een hoofdreden, namelijk dat mettertijd de belasting uitwijdt, breed uitloopt en zich verspreidt, zoodat de last ervan verdeeld wordt over hen die ze het gemakkelijkst kunnen dragen. Door die automatische uitwijding, welke opweegt tegen de moeilijk te vermijden ongelijkheden en de gebreken onafscheidbaar van elke indeeling, blijft een belastingstelsel verdraaglijk omdat het strekt naar eene billijke verdeling der lasten.

Is er echter niets te beproeven, niets te doen zonder daarom ons belastingstelsel gansch om te werken? Dat is voorwaar de meening niet der Regeering, hoe onbepaald haar antwoord aan de Middenafdeeling ook zij. Sedert 1884, heeft de katholieke Regeering gelukkige gedeeltelijke hervormingen in ons belastingstelsel ingevoerd, zonder te spreken van de algeheele en redematige verandering van de accijns- en tolrechten. Wij hebben haar te danken de vermindering van de mutatierechten voor de arbeiderseigendommen (1893), de algeheele vrijstelling van de personeele belasting voor de werkmanswoningen, waarbij 190,000 burgers voordeel trekken, de vermindering der mutatierechten voor het aankopen van geringe landelijke eigendommen (1897), de vermindering van het patent voor schippers (1899), de afschaffing van het patent der mindere bedienden (1901), de afschaffing van de personeele belasting op de boerenpaarden voor gemengden dienst.

Mijns dunkens, moet men ernaar streven ons Belgisch stelsel te verbeteren en aan te vullen, maar niet aan de vreemde stelsels te ontleenen die voor ons erge moeilijkheden zouden kunnen verwekken.

Ons belastingstelsel — met zijne gebreken — heeft zijne waarde bewezen. 't Bewijs daarvan is de wondere en gestadige toeneming onzer inkomsten, niettegenstaande de tijdvakken van crisis, van stoornis en nood. In 1830 beliepen onze inkomsten, buiten elk weggeld, 75 millioen. Met enkele weinig aanzienlijke wisselvalligheden, bereiken ze 175 millioen in 1895 en 275 millioen in 1908. Dergelijk allerdegelijkst belastingstelsel, zoo bestand tegen de wisselvalligheden, de verbetering van den welstand en van den bloei volgende en de uitbreiding van handel en nijverheid alsmede den aangroei der bevolking weergevende, is waarachtig nog niet veroordeelt!

a) *Grondbelasting*. — Bekommerd om de inzichten der Regeering over de regeling van onze grondbelasting, stelde de Middenafdeeling haar de volgende vraag : — « Op welke wijze is de Regeering van plan, de nieuwe kadastrale indeeling toe te passen, namelijk als grondslag van de personeele belasting ter vervanging van de huurwaarde? »

De grondbelasting staat niet meer in verhouding tot den huidige toestand onzer bebouwde en niet bebouwde erven. Dat is zonneklaar en door iedereen erkend. Zooals die belasting thans bestaat, levert ze talrijke onvoldoende of betrekkelijk overdreven aanslagen op. Daarom deed de Regeering

overgaan tot eene nieuwe kadastrale indeeling om daarop eene nieuwe wet te steunen. Het aanzienlijk werk, door het Bestuur geleverd voor de bebouwde erven, is voltooid. De toepassing ervan uitstellen zal alle waarde ervan doen verliezen, want ten huidigen dage volgen de veranderingen elkander spoedig op! Men verwacht overigens met gegrond ongeduld eene billijkere indeeling van de grondbelasting tusschen den bebouwd en den niet bebouwd grond waarvan de inkomsten niet op gelijke wijze zijn geklommen. De achtbare graaf de Smet de Naeyer had overigens heel te gepasten tijde bevestigd dat de Regeering hoegenaamd het inzicht niet had, van de grondbelasting meer te eischen dan hetgeen zij thans opbrengt, maar dat zij uitsluitend eene billijkere indeeling betrachtte. En om die rechtvaardigheid in het heffen der belasting te handhaven, was hij van zins de fiskale schattingen te onderwerpen aan geregelde herzieningen op aanvraag door de belanghebbenden.

b) *Personeele belasting.* — *De roerende waarden.* — In ons fiscaal stelsel, de personeele belasting vooral heeft talrijke klachten en bezwaren uitgelokt.

Dat eene hervorming der personeele belasting wenschelijk is, werd door onze beste ministers van financiën bekend.

Een hooger gezaghebbend man zegde het reeds in 1851 :

« Gij zult zeker onder uwe eerste werkzaamheden inschrijven de nieuwe wet op de personeele belasting, ten einde deze op meer billijke grondslagen te vestigen. » (Leopold I, Troonrede van 1851.)

In 1894 zegde de heer de Smet de Naeyer in den Senaat, op 28 December :

« De regeling van onze algemeene belasting op het vermoedelijk inkomen, met name van onze personeele belasting, kan en moet veranderd worden ten einde de billijke evenredigheid zooveel mogelijk nabij te komen. »

Die belofte werd door den achtbaren Minister meer dan eens herhaald.

« De Regeering houdt zich thans bezig met de herziening van onze rechtstreeksche belastingen. De hervorming zal deze uitwerking hebben, dat de grondslag der grondbelasting en der personeele belasting niet meer onveranderlijk zal zijn. » Het is onmogelijk beter de noodzakelijkheid uit te drukken om onze belastingen veranderlijk te maken en te bepalen naar verhouding van de veranderlijkheid van het roerend vermogen der burgers. » (Kamer, vergadering van 23 December 1896.)

In ons gezamenlijk belastingstelsel, is de personeele belasting eene echte belasting op het vermoedelijk inkomen. Verre van haar te minachten en haar eene ongerijmde opvatting te heeten, is zij gegrond op de redematige beginselen en vermijdt zij al te strenge handelingen die bij de Belgische schatplichtigen slecht zouden gekomen zijn. Zij levert het voordeel op dat niemand door bedrog er aan ontsnapt, zooals met de belasting op het inkomen gebeurt.

Thans zijn de grondslagen ervan ietwat grillig. Doch het ware niet moeilijk, dat te verhelpen. Niemand kan betwisten dat de 25 millioen, welke zij opbrengt, weinig in verhouding staat tot den rijkdom der burgers.

In antwoord op eene vraag der Middenafdeeling, verklaart de Minister van Financiën dat « zooals zijn voorganger het verklaarde, het kadastraal inkomen in de plaats zal moeten komen van de huurwaarde als eerste grondslag der personeele belasting ».

Wij kunnen niet nalaten dienaangaande sommige bemerkingen te opperen. Thans wordt de huurwaarde ietwat aan de willekeur overgelaten; maar, om dit te verhelpen dient men enkel de huurwaarde te vervangen door het kadastraal inkomen, bepaald door het Bestuur en dat reeds tot grondslag dient voor de grondbelasting. Zou men den wezenlijken toestand niet meer nabijkomen door als grondslag aan te nemen de *wezenlijke pacht*, zooals deze blijkt uit de overeenkomsten of pachtcedels? Die pacht is vrij nauwkeurig in verhouding tot de uitgaven welke de inkomsten aan den ingezetene toelaten.

Het aannemen van het kadastraal inkomen schijnt mij de opwerpingen niet weg te nemen, welke tegen den eersten grondslag onzer personeele belasting werden gedaan. Op dat gebied, overigens, moet men zich wel herinneren dat men de billijke indeeling der belasting maar betracht door te steunen op verschillende kenteekenen die onderling tegen elkander opwegen en elkander helpen. Voor elken schatplichtige moet men die gezamenlijk nemen.

Het diagram, ter afbeelding van de klimmende verhouding der verschillende grondslagen van de personeele belasting van 1870 tot 1893, is hoogst leerrijk. Men kan er ten eerste zien welke ruime plaats er wordt ingenomen door den grondslag: « deuren en vensters », dien men van zins is af te schaffen. Verder stelt men er vast hoe gering het aandeel der meubelen is, die nochtans vrij trouw de nooddrift aan weelde bij de schatplichtigen vertolkt, en waarvan de opbrengst derhalve grooter moest wezen en meer toenemen. Is dat geen nuttige aanwijzing voor eene hervorming der personeele belasting?

Er is echter eene belastbare stof die haar billijk, haar evenredig aandeel van de belasting niet draagt, namelijk de roerende waarden. Terecht zegde men dat het patentrecht op de winsten der handelsvennootschappen de weerga is van de grondbelasting op de onroerende goederen. Ja, met dit verschil dat het aandeel van de onroerende goederen — geraamd op 15 milliarden — 28 miljoen bedraagt en dat de roerende waarden 5 of 6 miljoen opbrengen. Overigens, het roerend kapitaal ontsnapt nagenoeg altijd aan de erfenisrechten (in zijlinie) en vooral aan het mutatierecht ingeval van verkoop of ruiling. De Beurs is nagenoeg uitsluitend de markt dier verhandelingen, en door een gematigd recht op de Staatsfondsen en op die der steden te heffen, zou een mutatierecht ter Beurs geen aannemelijke tegenwerping uitlokken, zonder te rekenen dat het een teugel zou kunnen wezen voor soms weinig lofbare speculatiën.

c) *Het patentrecht* verwekte het meest klachten bij den middenstand. Voor de werkzame burgerij is de herziening ervan even nuttig als die der

grondbelasting voor den landbouw. Het patentrecht dagteekent van 1791 en verving de bijdragen aan ambachten en gilden van vóór de Fransche Revolutie.

« Het decreet van 11 Augustus 1789 schafte de ambachten en gilden af. Daarna schonk de wet van 2-17 Maart 1791 de vrijheid aan elken handel en aan alle nijverheidstakken, doch verving alle bestaande belastingen en taxes door eene eenige belasting : het patentrecht. Het zal elken burger vrij staan, zegt artikel 7 der wet van 2-17 Maart 1791, den handel te drijven of het beroep, de kunst of het ambacht uit te oefenen die hij verkiest, maar hij zal verplicht zijn een patent te nemen en den prijs ervan te betalen. » (*Traité théorique et pratique du droit de patente*. KAR. DE BURLET en PAUL MASSON.) In 1793 afgeschaft, werd het opnieuw ingevoerd door het Keizerrijk. Thans geldt de wet van 1849, die de bestaande wetten herzien en daarin eenheid gebracht heeft.

Het patentrecht is eene rechtstreeksche belasting die de gewone uitoefening, in België, treft van elk bedrijf, elken handel, elken nijverheidstak of elke nering, die niet uitdrukkelijk zijn vrijgesteld.

't Is eene echte belasting op het inkomen van den arbeid. Het treft al de ambachtslieden, al de handelaars, willekeurig, zonder te weten of zij wezenlijk winsten doen. Daarvan werd gezegd dat het degenen belast, die arbeiden, om diegenen te sparen, welke niets doen. Wordt de personeele belasting volkomen gewijzigd, dan ware het patentrecht eene overtolligheid en eene belasting op het inkomen benevens eene belasting op het vermoedelijk inkomen. Het spreekt van zelf dat deze opmerkingen niet gelden voor het patentrecht van 3 t. h. op de vennootschappen, dat de roerende waarden onrechtstreeks belast; zij worden aan het patentrecht enkel verbonden ten gevolge van eene verkeerde rangschikking. Men zou overigens de vergunnings- of patentrechten op sommige bedrijven kunnen behouden. Zoo men het inkomen van de Belgische vennootschappen op aandeelen aftrekt van het geheel bedrag der opbrengst van het patentrecht, dan stelt men vast hoe betrekkelijk gering de bijdrage is van het patent in 's Rijks ontvangsten.

In 1903 bestonden er 2,838 Belgische vennootschappen, waarvan 1,393 patentrecht moesten betalen en werkelijk 4,174,200 frank betaalden. Er bleven 6,306,870 frank wegens patentrechten, verdeeld over 496,692 artikelen der rollen. Trekken wij 1,393 vennootschappen daarvan af, dan zijn er nagenoeg 495,297 personen om die 6,300,000 frank te betalen, hetzij gemiddeld 12 fr. 91 c.

Het verlies voor de Schatkist zou ongetwijfeld kunnen vergoed worden door eene oordeelkundige herziening van de personeele belasting.

Niet zelden wordt de belasting beschouwd als de vergelding van de diensten, door den Staat bewezen, of als een soort van verzekeringspremie. Bij eene strenge toepassing, zou deze opvatting leiden tot eene verdeeling die zeer weinig zou overeenstemmen met het echt begrip van de banden van maatschappelijke solidariteit die de burgers van een zelfde land verbinden. Om billijk te zijn, moet de belasting het aandeel zijn dat elk burger, naar verhouding zijner middelen, tot 's lands leven bijbrengt. Met het

oog op deze verklaring eischt men de inkomstenbelasting. Doch men zou dit fiscaal programma evengoed ten uitvoer brengen door een stelsel van veranderlijke belastingen, zooals het Belgisch stelsel, indien het verbeterd werd, deze invoert : daartoe streefde graaf de Smet, waar hij tegen de klimmende belasting — die zoo nadeelig is aan de bestendigheid van eigendom en kapitaal — de dalende belasting stelde, met ontlasting van de kleine vermogens. Evenals het water door de zon opgezogen wordt over gansch den aardbodem naar verhouding van de hoeveelheden die daarin voorkomen, en insgelijks weldoende regens over gansch de natuur laat vallen, moet de belasting geput worden uit de voornaamste rijkdommen en inkomsten en, bij wijze van Staatsdiensten en instellingen, op gelijke wijze onder de burgers van een zelfde land worden verdeeld.

IV.

Fiskale bepalingen bij de begrooting gevoegd.

Deze beschouwingen over het patentrecht leiden ons van eigen tot het onderzoek van de fiskale bepalingen die de Regeering voorstelt in de eerste twee artikelen der wet, bij de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1909 gevoegd.

De Middenafdeeling richtte daaromtrent de volgende vraag tot de Regeering :

« Ware het niet wenschelijk, de Congoleesche vennootschappen (Belgisch Congoland) niet te onderwerpen aan artikel 1 der fiskale bepalingen, ten einde deze geldmiddelen voor de Begrooting onzer kolonie te bewaren? »

Dit artikel 1 heeft ten doel, voortaan elke betwisting te vermijden omtrent het patentrecht voor de vennootschappen en beheerders.

Welken juisten zin dient men te hechten aan het woord « *Hoofdinrichting* » (tekst van artikel 1 der wet van 1904)?

Vroeger besliste de rechtspraak dat de hoofdinrichting daar was, waar de vennootschap haren zetel heeft, het middenpunt van haar beheer, waar de beheerraad vergadert en de algemeene vergaderingen gehouden worden.

Bij arrest van 24 Juli 1908 besliste het Hof van Beroep te Brussel, dat de hoofdinrichting der Congoleesche vennootschappen, die een maatschappelijke zetel in Congoland hebben, terwijl zij in België hare boekhouding en beheer hebben, in Congoland gevestigd is.

Dit arrest luidt als volgt :

« Overwegende, dat deze vennootschap... die, naar luid van hare statuten, haren maatschappelijke zetel heeft in Congoland en den zetel van haar beheer te Antwerpen ;

» Overwegende, dat niet te Antwerpen hare hoofdinrichting is gevestigd;

» Overwegende, dat, volgens de bestreden beslissing, de vennootschap ten doel heeft, in Congoland ivoor en caoutchouc te oogsten om dezen verkoopen ;

» Overwegende, dat de vraag, waar de hoofdinrichting van eene vennootschap of van een burger is gevestigd, eene kwestie van feiten is; dat zij is

gevestigd daar waar de zaken gedreven worden, waar de bijzonderste zetel is van hare handelsverrichtingen ;

» Overwegende, dat soms, zelfs dikwijls, de voornaamste zetel in dezelfde plaats zal gevestigd zijn als de zetel van het beheer, zooals bij voorbeeld bij de banken en de verzekeringsmaatschappijen ; doch dat het anders is, wanneer de handelsbedrijvigheid eener vennootschap hoofdzakelijk ten doel heeft het telen of inoogsten van zekere voortbrengselen, de ontginning eener concessie in eene bepaalde plaats ; dat dit inzonderheid het geval is met de mijnontginningen ;

» Overwegende, dat het in Congoland is dat ivoor, caoutchouc en andere voortbrengselen geoogst worden, die het voorwerp zelf zijn van de handelsbedrijvigheid der vennootschap welke in beroep kwam ;

» Overwegende, dat er weinig aan gelegen is, dat deze voortbrengselen meestal te Antwerpen verkocht worden en de daaruit voortspruitende winsten in deze stad worden gëind ; dat deze winsten slechts het gevolg zijn van de in Congoland volbrachte verrichtingen en dat, overigens, de voortbrengselen van die hoofdverrichtingen evengoed elders dan te Antwerpen aan de markt kunnen gebracht worden. »

Zijn deze besluiten van het arrest waarlijk in strijd met de bewoordingen van de toelichting der wet van 1904 ?

« Het is klaarblijkend dat het patentrecht, door de vennootschap verschuldigd, eischbaar moet zijn daar waar de zetel, het middenpunt harer zaken gevestigd is. Daar inderdaad is de vennootschap voor eenieder zichtbaar door hare werkhuizen en werkplaatsen, door hare werklieden, indien het eene nijverheidsvennootschap geldt — wat meestal het geval is — en, in elk geval, door hare kantoren, haar beheer, haar besturend personeel.

» Schier altijd komen deze bestanddeelen voor in de gemeente waar de statuten den maatschappelijken zetel vestigen ; ook zou eene bepaling als deze die enkel de bovengemelde bestendige praktijk bevestigt, in de meeste gevallen de werkelijkheid weergeven.

» Doch het gebeurt of het kan gebeuren, dat eene vennootschap volgens hare statuten haren zetel heeft in eene gemeente waar zij geen enkele nijverheids- of handelsinrichting bezit, waar niet het middenpunt is van de bedrijvigheid van haar beheer.

» In zulk geval is het niet in de gemeente van dien zetel, schier enkel bij naam, dat de vennootschap leeft, zich openlijk voordoet en gekend is, en redelijkerwijze is het daar niet dat zij belast moet worden.

» Daarom bepaalt artikel 1 van het ontwerp, ten einde dichter bij de waarheid te blijven, als plaats waar de belasting geheven wordt, de gemeente waar de vennootschap haar voornaamste bestuursinrichting heeft.

» Deze tekst steunt op eene bepaling der wet van 25 Maart 1876, houdende titel I van het voorafgaande boek van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

» Handelende over de territoriale bevoegdheid, bedoelt de wet van 1876, ten aanzien der vennootschappen, niet haren zetel volgens de statuten, maar

hare *hoofdinrichting*: « de vennootschappen, zegt artikel 41, worden » gedagvaard voor den rechter van de plaats waar zij hare hoofdinrichting » hebben. » En een rechtsgeleerd schrijver merkt aan dat deze bewoordingen klaarblijkelijk bedoelen de *voornaamste beheerinrichting*, den zetel waar de bedrijvigheid van de vennootschap zich werkelijk vereenigt. » (De Vos, *Commentaire pratique et critique de la loi du 18 mai 1873 sur les sociétés commerciales*, bij artikel 129, n^r 5).

Om elken twijfel te voorkomen, neemt de ons voorgestelde tekst beide uitdrukkingen: *Maatschappelijke zetel of hoofdinrichting*, in den tekst van het artikel op.

De Regering heeft nog ten doel, door haar artikel 1, de vennootschappen met beperkte verantwoordelijkheid, of andere, te onderwerpen aan de regelen betreffende de naamlooze vennootschappen en de commanditaire vennootschappen op aandeelen die het patentrecht moeten betalen.

Het eerste arrest van het Hof, door ons even aangehaald, verklaart in een zijner beweegredenen dat de naamlooze vennootschappen en de commanditaire vennootschappen op aandeelen alleen onderworpen zijn aan het patentrecht.

Hoe luidt trouwens de tekst der wet van 1904?

« De naamlooze vennootschappen en de commanditaire vennootschappen op aandeelen, enz., worden aangeslagen voor het patentrecht in de gemeente waar de vennootschap haar voornaamste beheerinrichting heeft. »

Slechts in de wet van 1906 komt de algemeene uitdrukking voor: « *de vennootschappen op aandeelen onderworpen aan de Belgische wet* ». Deze wet regelt, zooals men weet, de verplichtingen van de vreemde vennootschappen.

Het inzicht van het beheer der financiën, bij het bezigen van de bewoordingen der wet van 1906, was dat al de vennootschappen op aandeelen patentplichtig zijn.

Daarom, ten einde elke betwisting te voorkomen, stelt de Minister van Financiën, bij artikel 1 der fiskale bepalingen, de navolgende bepaling voor:

« De bepalingen betreffende het patentrecht der naamlooze vennootschappen en der commanditaire vennootschappen op aandeelen, zijn van toepassing op de vennootschappen met beperkte verantwoordelijkheid of andere op aandeelen, die in België hun maatschappelijken zetel of hunne hoofdinrichting hebben. »

De Middenafdeeling aarzelt de verklaring der Regering aan te nemen, wat aangaat het woord « hoofdinrichting ».

Hier geldt het Congoleesche vennootschappen, en er kan geen sprake zijn van andere vreemde vennootschappen, om 't even welke, want voor deze zijn de verplichtingen geregeld door de wet van 1906.

Werkelijk beoogt de bepaling niets anders dan de verplichting voor de Congoleesche vennootschappen, wier zetel te Antwerpen, te Brussel of elders is, patentrecht in België te betalen.

De Middenafdeeling daarentegen zou van meening zijn, dat al de naam-

looze vennootschappen, de commanditaire vennootschappen op aandeelen, met beperkte verantwoordelijkheid of andere, hebbende hare voortbrengende inrichtingen in Congoland, ontslagen zouden zijn van de patentbelasting. De koloniale wetgeving heeft de splitsing der vermogens uitgesproken en aldus de kolonie verplicht te voorzien in hare eigene behoeften. Moeten wij Congoland berooven van de inkomsten die het innen kan van de handelsvennootschappen? Is het billijk tweemaal dezelfde waarden te belasten, eens ten bate van de kolonie en dan nog eens ten bate van België?

Daarom werd de 6^{de} vraag gesteld; zij luidt als volgt :

« Ware het niet wenschelijk, de Congoleesche vennootschappen (Belgisch Congoland) niet te onderwerpen aan artikel 1 der fiskale bepalingen, ten einde deze geldmiddelen voor de Begrooting der kolonie te bewaren? »

Hieromtrent werd door den *Moniteur des intérêts matériels* onlangs geschreven :

« Het is duidelijk zichtbaar dat het hierboven aangehaald wetsontwerp » de vennootschappen treffen wil, die, evenals de Abir, onder de Congo- » leesche wet opgericht werden, het brandpunt harer handelsbedrijvig- » heid in Congoland hebben, doch waarvan het voornaamste bestuurlijk » centrum in België is gevestigd, met hare algemeene vergaderingen, hare » boekhouding, enz.

» Welnu, deze vennootschappen betalen reeds in Congoland, krachtens » een decreet van 12 December 1897, eene patentbelasting van 2 t. h. op » hare winsten. Indien de Belgische Kamers het voorstel van den minister » tot wet maken, zullen deze vennootschappen dus van beide zijden voor » hetzelfde voorwerp belast worden. Gesteld zelfs dat zij in staat zouden » zijn dezen dubbelen last te dragen, dan kan men, namens de koloniale » wet, den Belgischen fiscus het recht betwisten eene belasting te heffen, » die werkelijk aan de kolonie moet toebehooren. Zou men niet kunnen » zeggen dat deze laatste het slachtoffer is van eene ontrooving van wege » het moederland? Vindt men de bewoording wat hard, toch moet men » bekennen dat deze maatregel geen goed begin zou zijn voor de betrek- » kingen van België met zijne jonge kolonie. »

Paragraaf 2 is een uitvloeisel der hoofdbepalingen; het breidt uit tot de beheerders en commissarissen, enz., der vennootschappen met beperkte verantwoordelijkheid of andere op aandeelen, de verplichtingen van de beheerders en commissarissen der naamlooze vennootschappen. En dit is maar billijk.

Doch aangaande dit punt werd eene zeer belangrijke aanmerking gemaakt betreffende het artikel der wet van 1904, krachtens hetwelk de patentrechten, die beheerders en commissarissen treffen, enkel eischbaar zijn in de gemeente waar de vennootschap haar zetel heeft. Aldus blijven talrijke gemeenten verstoken van de opbrengst van opcentiemen op die patentrechten! Hoe zal men deze gevolgen van de wet billijken? Verzekert men aldus niet aan zekere groote steden, die reeds het patentrecht van de vennootschappen beuren, eene som van inkomsten die met meer wettige redenen zou ten goede komen aan de gemeenten waar de beheerders wonen?

De Middenafdeeling vestigt de aandacht der Regeering op deze vraag die talrijke gemeenten van ons land aanbelangt.

De derde paragraaf zal voor gevolg hebben, dat de beheerders de 2 t. h. zullen te betalen hebben op hunne wedden en bijwinsten voor 1906, 1907 en 1908. Is zulke terugwerkende bepaling wel gebillijkt? Was, vóórdat de Regeering de stemming van artikel 1 bekwam, het stelsel, bekrachtigd door de rechtspraak van het Hof van Beroep bij toepassing der wet van 1904, niet klaarblijkelijk van kracht?

Artikel 2 van de fiskale bepalingen bevestigt enkel — in den zin zelf van onze tolwetten — een nuttige gunst ten behoeve van de klein-nijverheid, het vervaardigen van rolletjes voor meubels.

Tegen artikel 3 werd geen bezwaar aangevoerd. Door het aannemen van den borgtocht van een nijverheidsstoker of van een zuiveraar, verleent het eene gunst aan den landbouwstoker of aan hem die enkel slegma's voortbrengt. De Schatkist heeft allen waarborg : dat blijkt uit de ervaring.

V.

De lichting op de kas voor plaatsvervangning.

Bij artikel 50 der Begrooting is door de Regeering een krediet van 6,892,000 frank uitgetrokken, luidende als volgt : Lichting op de fondsen van de kas voor plaatsvervangning van het Departement van Oorlog. Dit krediet is bestemd tot het dekken van uitzonderlijke uitgaven der Begrooting van Oorlog, geraamd op 7,430,500 frank. Het grootste gedeelte van dit krediet moet de kosten dekken van het bewapenen van het veldgeschut (3,500,000 frank) en van de werken tot verbetering der kazernen (2,360,000 frank).

Om verschillende redenen kwam men op tegen die nieuwigheid. Hoe kan men beweren, werd gezegd, dat die gelden dienen om de buitengewone uitgaven te dekken? Telken jare, onder het opschrift : uitzonderlijke uitgaven, doet men even aanzienlijke uitgaven. Zóó werd in 1906, in de Begrooting van Oorlog eene uitzonderlijke uitgaaf voorzien van 11 millioen en, in 1907, eene uitgaaf van 13 millioen. Bijgevolg geldt het wel eene geregelde jaarlijksche uitgaaf die door de jaarlijksche inkomsten gedekt moet worden. Het is dus een middeltje dat men te baat neemt, wanneer men tijdelijk in geldnood verkeert.

Overigens, op grond van welk recht kan men eene bijzondere kas aanspreken, die met een duidelijk bepaald doel tot stand werd gebracht? De plaatsvervangingskas wordt in stand gehouden door stortingen hebbende een bepaald doel, en wel door particulieren die zich tot den Staat gewend hebben met het oog op een wederdienst : de plaatsvervangning der militieplichtigen.

Wat men ook denke van deze opmerkingen, stellig blijft het dat alleen met inachtneming van de zeer wijze handelingen van den vorigen minister van financiën, de uitgaven van militairen aard in de Gewone Begrooting

werden opgenomen. Volgens de regelen der comptabiliteit die aangenomen werden voor de uitzonderlijke uitgaven, betaalde men op de gewone middelen der Schatkist, van 1897 tot 1906, de som van 68,500,000 frank als uitzonderlijke uitgaven voor het leger. Vroeger zouden die gedragen geweest zijn door de buitengewone middelen. Liever dan een stap achteruit te doen, verkoos men den last van de inrichting onzer militaire instellingen op te leggen aan de Gewone Begrooting. Ondanks elke tegenstrijdige bevestiging, zou men haar overigens kunnen verdaagd hebben, en gewacht tot dat de opbrengst der belastingen opnieuw zou toenemen, want van geen enkel der aangevraagde kredieten werd reeds gebruik gemaakt. « Men heeft, in het gemeen belang van den Staat en van de nijverheid, enkel een voorwaardelijk accoord aangegaan met het oog op eene overeenkomst, te sluiten in 't begin van het volgende dienstjaar, voor eene som van nagenoeg 2,296,000 frank. » (Antwoord van de Regeering.)

Men spreke overigens niet van nieuwigheid. Reeds voor de derde maal neemt men zijn toevlucht tot het overschot van de plaatsvervangingskas, om in sommige gevallen te voorzien. De eerste maal, in 1893, kon men, door eene lichting op dezelfde kas, toegestaan door de Kamers, de uitgaven dekken betreffende de kazerneering, de verandering der forten te Antwerpen, enz.

De Kamer gaf machtiging tot die lichting, toen de Kas een kapitaal van 30 miljoen inhield; waarom zou men die machtiging weigeren, wanneer dit kapitaal 37 miljoen bereikt? Is het niet redelijk dat, naarmate de gelden dier Kas een zeker bedrag overschrijden en hooger zijn dan de lasten die zij te dragen heeft, een zeker gedeelte wordt besteed aan militaire uitgaven? Ook ten behoeve van 's lands verdediging werd door de Kamers een ontleening van 15 miljoen uit deze Kas toegestaan voor de werken te Antwerpen.

Billijken deze handelingen het huidige voorstel van de Regeering niet?

Wijzende op een onderscheid tusschen de lichting in 1893 toegestaan en deze die men thans voorstelt, doet men aanmerken dat de interest van de rente, die de waarde van den inhoud der Kas deed stijgen, de lichting toeliet; deze was enkel de meerdere waarde, verkregen door het goed beheer der Kas. Thans, zegt men, kan men zich zeker niet verschuilen achter dergelijke verschooning. Doch is deze uitlegging wel aannemelijk?

Welke zijn de lasten der Kas? De vergelding der vrijwilligers met premie, de pensioenen van 200 frank aan die vrijwilligers verleend na twee diensttermijnen, daarbij de bestuurs- en aanwervingskosten. De Kas moet jaarlijks eene som van 2,552,500 frank uitbetalen. Welnu, door de jaarlijksche stortingen van de vervangen militieplichtigen kan men in de lasten der Kas voorzien.

De Kas voor plaatsvervanging wordt in stand gehouden door de stortingen der miliciens, die door tusschenkomst van het Departement van Oorlog vervangen worden, alsmede door de stortingen (krachtens artikel 72 der wet) die de miliciens doen om zich te vrijwaren tegen het ontvluchten der plaatsvervangers welk zij zelf gekozen hebben. In die kas werd ook gestort

het bedrag van het Bijzonder Pensioenfonds der militairen die, krachtens de koninklijke besluiten van 3 September 1848 en 10 November 1870, opnieuw dienst namen. Aldus ontving zij een kapitaal van 2,638,950 frank.

Na een bestaan van twintig jaar is zeker een evenwicht tot stand gekomen, waardoor de gewone en geregelde lasten der Kas kunnen bepaald worden. Waartoe zal men het overschot gebruiken, wanneer het kapitaal derwijze oploopt dat het de noodige uitgaven te boven gaat? Hoe en op welke wijze groeide het kapitaal aan? Moest de Staat de som, door den milicien gestort, rechtstreeks aan den vrijwilliger betalen, dan zou er geen overschot zijn. Doch de Staat heeft die betalingen geregeld in het belang zelf van den militieplichtige en houdt den vrijwilliger gestadig in bedwang door het vooruitzicht op het al of niet ontvangen van achtereenvolgende premiën. De overige gelden van de Kas zijn de betaling, in zeer geringe mate, van de diensten, door den Staat op zich genomen in het belang van het leger evenals in dit van de militieplichtigen. Het is maar recht en redelijk dat de plaatsvervanging — die enkelen bevoordeelt — voor gevolg heeft, ook het leger in 't algemeen te begunstigen. Het besteden van dit overschot aan nuttige doeleinden in militair opzicht is dus zeer gebillijkt. Wilde men, door het verleden geleerd, de bijdrage der militieplichtigen die zich doen vervangen, voortaan verminderen, zou dan daartegen geen verzet worden aangeteekend door diegenen welke meenen dat de plaatsvervanging een gunst is, die men niet te duur betalen kan?

Het voorstel der Regeering schijnt dus, zoowel in beginsel als feitelijk, onberispelijk.

De gelden der Kas voor plaatsvervanging worden beheerd door de Schatkist als « ontvangsten en uitgaven voor order ». Als dusdanig komen zij voor in de begrootingen en in de algemeene Staatsrekening. In dezelfde begrooting treffen wij het bijzonder fonds aan. Dit fonds wordt in stand gehouden door het vergunningsrecht en de invoerrechten op het vee. Zijn die twee bronnen van inkomsten ontoereikend om 1 frank per inwoner te verleenen, dan spreekt men de opbrengst van de invoerrechten aan. Gesteld dat het vergunningsrecht en de rechten op het vee de lasten van het fonds te boven gaan — hetgeen niet onmogelijk is, want in 1907 hebben wij :

Vergunningsrecht	fr. 4,800,000
Invoerrechten	1,800,000
	Fr. 6,600,000

wat zou men doen met het overige? De wet voorziet geen reservefonds. Zou het overige niet in de openbare schatkist kunnen gestort worden, alhoewel beide bronnen van inkomst uitsluitend aan het bijzonder fonds zijn toegekend? Dat zou men niet als onwettelijk kunnen beschouwen. Geldt dit insgelijks niet voor de Kas voor plaatsvervanging? In deze zijn 'er fondsen waarvan het bedrag den gewonen dienst harer lasten overschrijdt; waarom dan het overige niet gebruikt ten bate van de Schatkist?

Het is waar, noch bij de wet die de Kas tot stand bracht, noch bij het besluit waarbij zij geregeld werd, zijn lichtingen voorzien ten bate van den gewonen dienst der Staatsuitgaven. De reden daarvan is echter dat men, bij hare oprichting, den gedurigen aangroei van haar inkas niet voorzien kon. Gezien haar huidige toestand, is het hoogst rechtvaardig door eene begrootingswet over hare overschotten te beschikken.

Wij besluiten dat het voorstel der Regeering, dat steunt op voorgaanden, in den huidige toestand onzer financiën dient te worden aangenomen als een flinke financieele maatregel die ten goede zal komen aan de belasting-schuldigen.

VI.

Geldelijke en economische toestand.

Niettegenstaande de handels- en nijverheidscrisis welke wij beleven, blijft de financieele toestand van België voldoende. De gewone inkomsten der Schatkist zijn merkelyk gedaald, en nochtans zal het jaar 1908 waarschijnlijk met een millioen boni sluiten en de maatregelen, voor het dienstjaar 1909 genomen, zonder eenige lasten-verhooging, laten voorzien dat de begrooting in evenwicht zal sluiten. De gewone inkomsten zijn niet zoo erg getroffen dat men verplicht zou wezen de geregelde verbetering van onze nijverheids- en handelsuitrusting in te houden en de groote werken van openbaar nut te onderbreken. Voor het dienstjaar 1909 vindt de Regeering gemakkelijk 4 millioen voor den dienst der leeningen om de uitgaven te bestrijden, bestemd om de voortbrengingskracht van onze nijverheids- en handelsbedrijvigheid te vermeerderen.

Dikwijls wordt geklaagd van de « schrikkelijke » toeneming van s'lands schuld. Waarom vergeet men er op te wijzen in welke ruime mate de bezuinigingen, op de jaarlijksche inkomsten verwezenlijkt door een voorzichtig financieel beheer, hebben bijgedragen om de toeneming onzer schuld te verminderen? Sedert 1898 heeft men door de Gewone Begrooting uitzonderlijke uitgaven doen afdragen tot beloop van 154 millioen, en anderzijds heeft men sedert 1895 aan buitengewone werken 100,264,759 millioen besteed, zijnde het bedrag der bonis onzer Gewone Begrooting. Voor het dienstjaar 1909 zijn er 12 millioen uitzonderlijke uitgaven voorzien.

Die som van nagenoeg 250 millioen zou men, in andere tijden, door leening gedekt hebben.

Gedurende hetzelfde tijdstip werd de dotatie voor de uitkeering verhoogd en dus de lasten der schuld voor de toekomstige geslachten verminderd.

Die zeer behendige financieele politiek komt neer op een toestand die is vertolkt in de balans toegevoegd aan de Toelichting.

Staatsschuld vergt eene dotatie voor interest en uitdelging	
van	140 millioen.
De uitgaven voor Rijksbedrijven vergen	222 —
Te zamen	362 millioen.
Daarentegen brengen de kapitalen en Rijksbedrijven op	315 —
of een tekort van	47 millioen.

Deze som is het tegenwicht der uitgaven welke voor de Schatkist niets opbrengen, maar die onzen handel en nijverheid heilzame voorwaarden verstrekken om het vol te houden in den economischen strijd.

Die uitgaven zijn de volgende :

Havens en kusten	} 774 millioen.
Vaarten en rivieren	
Bruggen en wegen	

Ten huidigen dage is het niet slecht, zooals de heer Méline het zegde, dat de politiek ten dienste van de zaken sta.

Wat brengt immers dat kapitaal niet onrechtstreeks op? In welke mate draagt het niet bij tot 's lands rijkdom en welstand? En dienvolgens hoe zeer vergemakkelijkt het niet, voor den schatplichtige, het betalen zijner belastingen? Dus zou de belasting geen onrechtvaardige willekeurige belasting meer zijn, maar eene redematige bijdrage in uitgaven in 't algemeen belang toegestaan, die welstand en rijkdom voortbrengen. Mag hetzelfde niet gezegd worden van dat ander kapitaal gebezigd voor wat men, uitgaande van eene te uitsluitend financieele opvatting, niet winstgevende uitgaven noemde?

Om onze schatten van kunsten, wetenschap en monumenten te onderhouden, alsmede om de orde binnen het land te handhaven en voor het behoud onzer onafhankelijkheid te zorgen, heeft men, sedert 1893, 73 millioen uitgegeven. Is dat alles geen rijkdom ten nutte van iedereen die het geldelijk bijdragen der burgers wetligt?

Kortom, zoo wij mogen, niet zonder fierheid, op ons werk in 't verleden terugblikken, er bestaat hoegenaamd geen bewijs om voor de toekomst ongerust te wezen. Onze inkomsten laten toe te voorzien in de behoeften der Gewone Begrooting, evenals in de behoeften onzer Begrooting van Buitengewone uitgaven.

* * *

De economische crisis, waardoor andere landen veel erger dan België werden geteisterd en waarvan de vermindering der ontvangsten onzer spoorwegen het ergste gevolg was, had haar uitwerking op onze handelsbetrekkingen. Uit de statistiek van onzen bijzonderen handel blijkt een kleine achteruitgang :

Bijzondere handel.

	1908 (per 1000 fr.).	1907	Vershil.
Invoer	2,811,352	2,978,482	— 167,130
Uitvoer	2,107,662	2,192,819	— 85,156

Uit die aanwijzingen blijkt het nut onzer tolstatistieken. Ze zijn niet alleen een werktuig voor onze handelaars, nijveraars, staathuishoudkundigen en politieke mannen, maar tevens een aanwijzer van onzen eigendom. Zij duiden stipt de maat aan van ons aandeel in de algeheele handelsbeweging tusschen de voortbrengende volkeren. Men kan ze niet te

veel redematig en wetenschappelijk opmaken. Tusschen de statistieken in Frankrijk, Duitschland en België zijn de verschillen zoo groot dat het nuttig zijn zou, de oorzaken daarvan op te sporen. Het deed ons genoeg in de algemeene tabel voor 1907 een nieuw hoofdstuk vast te stellen waarbij de waren in vier soorten worden ingedeeld. 't Is eene allernuttigste verbetering.

BIJZONDERE HANDEL.	INVOER (per 1000 fr.)		UITVOER (per 1000 fr.)	
	1906.	1907.	1906.	1907.
Levende dieren . . .	53,372	57,338 (1.52 t. h.)	37,634	35,202 (1.24 t. h.)
Drank- en voedingsstoffen.	791,002	938,041 (24.86 t. h.)	297,203	346,345 (12.16 t. h.)
Grondstoffen of ruwbe- werkte stoffen . . .	1,938,135	2,008,501 (53.22 t. h.)	1,275,987	1,241,509 (43.59 t. h.)
Afgewerkte stoffen . .	671,508	769,693 (20.40 t. h.)	1,183,016	1,125,069 (43.01 t. h.)
Te zamen . . .	3,454,017	3,773,623	2,793,840	2,848,125

Daaruit blijkt dat de invoer den uitvoer overtreft, en dat wel ten bedrage van 885,500.000 frank. De cijfers naderbij onderzoekende, ziet men dat in deze som zijn begrepen voor 600 millioen frank voedingsstoffen die vrij het land worden binnengevoerd. Dat moet ons niet verontrusten. Engeland verarmt niet door de 3/4 zijner voedingsstoffen van zijne mededingers te koopen. 't Is het onvermijdelijk gevolg van den nijverheidsvoortgang van een land en van den aard van dezès grond, alsmede van de dichtheid zijner bevolking.

Anderzijds, voeren wij voor 2,008,501,000 frank grondstoffen in, die verwerkt worden door onze nijverheidstakken (erts, metaal, kolen, petroleum, enz., enz.).

De afgewerkte stoffen tellen voor 43 t. h. in onzen uitvoer en voor 20 t. h. in onzen invoer. Tot het vermeerderen van den uitvoer onzer voortbrengselen moeten al de pogingen strekken van al wie België's grootheid en bloei ter harte ligt.

Om den inlandschen zoowel als den uitlandschen handel uit te breiden, hebben onze landgenooten een machtigen hefboom gevonden in de nijverheids- en handelstoerusting, door den Staat tot stand gebracht en onderhouden. Daarin ligt de rechtvaardiging, in een economisch opzicht, van 's Lands schuld die in een financieel opzicht rustbarend mag heeten, zooals wij hooger aantoonen. Dank aan die opofferingen van Staatswege, heeft België op de wereldmarkt een benijdenswaardigen rang veroverd onder de volkeren. Dat blijkt uit de volgende tabel :

Algemeene handel (1907). Bijzondere handel (1907).

Invoer	26,409,400 ton.	22,044,000 ton.
	6,123,800,000 frank.	3,773,600,000 frank.
Uitvoer	21,114,400 ton.	1,677,500 ton.
	5,191,100,100 frank.	2,848,100,000 frank.

Wat verdient er meer bewondering en lof, ofwel die wondere bedrijvigheid onzer landbouw-, nijverheids- en handelsbevolking, wier pogingen die reusachtige omzetten van waren en van waarden in stand houden, of het vooruitzicht en de ondernemingsgeest der Regeering, die door het tot stand brengen van spoorwegen, banen, vaarten, havens, enz., België hebben herschapen in een echt kruispunt van handelsverrichtingen te midden van de groote handels- en nijverheidslanden in?

*
* * *

De Begrooting van 's Lands Middelen werd aangenomen door 3 afdeelingen en verworpen door 3.

De Middenafdeeling keurde ze goed met 4 stemmen tegen 4.

De Verslaggever,

G. COUSOT.

De Voorzitter,

COOREMAN.

BIJLAGE I.

VRAGEN VAN DE MIDDENAFDEELING EN ANTWOORDEN
VAN DE REGEERING.1^{ste} VRAAG.

Welke hervormingen denkt de Regeering in te voeren in het belastingstelsel, vooreerst voor de erfenisrechten, ten einde den roerenden eigendom te treffen; ten tweede voor de patentrechten, waarvan de herziening wordt gevraagd; eindelijk voor de personeele belasting?

ANTWOORD.

« De inzichten van de Regeering in zake van fiskale wetten kunnen slechts, bij het indienen van wetsontwerpen, doelmatig bekendgemaakt worden. Onder de punten, door gezegde vraag bedoeld, zijn er verscheidene het onderwerp eener studie die nog niet genoeg gevorderd is om bepaalde besluiten daaruit te kunnen trekken. »

2^{de} VRAAG.

Op welke wijze is de Regeering van plan de nieuwe kadastrale indeeling toe te passen, namelijk als grondslag van de personeele belasting ter vervanging van de huurwaarde?

ANTWOORD.

« Zooals mijn achtbare voorganger het verklaarde, zal het kadastraal inkomen de huurwaarde moeten vervangen als eerste grondslag van de personeele belasting. »

3^e VRAAG.

Hoe verklaart het Bestuur de ramingen der Begrooting van 's Lands Midelen, hetzij voor de ontvangsten der spoorwegen, hetzij voor de accijzen, de douanen en de rechtstreeksche belastingen? Zijn de aangegeven ramingen niet overdreven?

ANTWOORD.

« I. Spoorwegen.

» In den loop der laatste tien jaren klommen de ontvangsten der spoorwegen gemiddeld 7,622,590 frank per jaar.

» In de raming der ontvangsten werd deze verhooging niet medegerekend, tenzij voor een bedrag van omstreeks 500,000 frank meer dan in 1907, hoewel het goederenverkeer weer schijnt op te komen en het reizigersverkeer niet is verminderd.

» De raming is dus met veel voorzichtigheid gedaan.

» II. *Accijnzen.*

» Zooals men ziet in de inleidende toelichting voor de Begrooting van 's Lands middelen, werden de ramingen der ontvangsten in zake van accijnzen gedaan op de gewone wijze : a) wat betreft de brandewijnen, naar het waarschijnlijk verbruik per inwoner, rekening houdende met de bevolking (blz. 10); b) wat de andere opbrengsten betreft, naar de feiten gedurende het laatste verlopen jaar nagegaan en de ontvangsten sedert 1 Januari van dit jaar tot het oogenblik waarop de Begrooting wordt opgemaakt.

» Deze ramingen zijn ver van overdreven, gezien de wezenlijke ontvangsten gedurende de eerste tien maanden van het jaar 1908 eenerzijds bijna een millioen meer bedragen dan de som beantwoordende aan de 10/12 der ramingen voorgesteld voor 1909 $(90,896,473 - \frac{107,988,000 \times 10}{12} = 906,473$, en anderzijds meer dan 4 millioen hooger stegen dan de ontvangsten voor 1907 binnen denzelfden termijn $(90,896,473 - 86,514,943 = 4,381,530.)$

» III. *Tolrechten.*

» De algeheele opbrengst der invoerrechten was :

in 1905	fr.	55,572,351	»
— 1906		56,287,949	»
— 1907		57,788,044	»
Totaal. . .		169,648,344	»
Middengetal. . .		56,549,448	»

» De algeheele ontvangsten voor 1908 worden geraamd op 56,000,000 frank, en gedurende de eerste zes maanden van dit jaar stegen zij tot 47,872,437 frank; hetzij 1,205,770 frank boven de tien twaalfden der ramingen (46,666,667 frank).

» Voor het dienstjaar 1909 bleef het cijfer, voorzien op de begrooting van 1908 behouden : 56,000,000 frank.

» De raming der vermoedelijke ontvangsten voor 1909 is dus buitengewoon gematigd.

» IV. *Rechtstreeksche belastingen.*

» Wat de rechtstreeksche belastingen betreft, berusten de ramingen der begrootingen op vaste gegevens; zij zijn volkomen gerechtvaardigd in de inleidende toelichting, blz 6 tot 8. »

4^e VRAAG.

1^o Hoe kwam het huidig overschot van de kas voor plaatsvervanging tot stand?

2^o Hoeveel brengen de kapitalen dier kas op?

3^o In welke mate heeft de prijs der vervanging van den militieplichtige,

nietig geworden door het deserteeren der vrijwilligers met premie, bijgedragen tot het batig slot dezer kas?

4^o Welke zijn, per klasse gerangschikt, de jaarlijksche lasten der kas voor plaatsvervangings?

ANTWOORD.

« 1. De Kas voor plaatsvervangings, door op 1 Januari 1871 in de plaats te treden van de bijzondere pensioenkas voor militairen, krachtens de koninklijke besluiten van 3 September 1848 en 10 November 1870 opnieuw in dienst getreden, kwam in het bezit van de kapitalen aan deze laatstgenoemde kas toebehoorende en bedragende 2,638,950 frank, Belgische Rente 4 1/2 t. h., en daarenboven van een overschot in kas van fr. 72,265.98.

» Op 1 Juni 1874 bedroeg het kapitaal der kas 4,520,550 frank.

» Van dien datum af groeide het snel aan, uit hoofde van :

» 1^o Het toekennen, naar luid van artikel 64^s der militiewet van 18 September 1873, der stortingen van 200 frank (art. 64^a) aan de kas voor plaatsvervangings;

» 2^o De stortingen, krachtens artikel 72 derzelfde wet gedaan door de militieplichtigen die zich van elke aansprakelijkheid wilden vrijmaken.

» Alzoo bezat de kas, op 1 Januari 1880, een kapitaal van 22 miljoen 398,150 frank.

» Het jaarlijksch overschot, voortspruitende uit de opbrengst der geplaatste gelden, heeft, zonder ophouden, het vermogen der kas doen aangroeien; want er dient te worden opgemerkt dat de kas in staat is hare jaarlijksche lasten (ongeveer 2 1/2 miljoen bedragende) uit te keeren met de jaarlijksche geldstortingen der vervangen miliciens.

» De gelden zijn geplaatst zooals volgt :

2,311,000fr. Belgische Schuld 2 1/2 t. h., opbrengende	fr. 57,775 »
3,574,800 — — — 3 t. h. (1 ^{ste} reeks) —	107,244 »
29,709,800 — — — 3 t. h. (2 ^e reeks) —	891,294 »
1,782,200 — — — 3 t. h. (3 ^e reeks) —	53,466 »
Hetzij 37,377,800 frank, opbrengende	fr. 1,109,779 »

» De vrijwilligers met premie, die uit het leger wegloopen, worden door andere vrijwilligers vervangen (art. 75^{ter} der wet); en het overschot van de vergelding, door hen achtergelaten, dient tot vergelding aan hunne plaatsvervangers.

» Betalingen te doen aan vrijwilligers door de bestuurraden der korpsen. fr. 726,000

» Betalingen te doen door het Beheer van posterijen aan vrijwilligers met premie en aan wervingsagenten 1,700,000

» Terugbetaling van de reiskosten der kandidaten-vrijwilligers met premie 1,100

» Drukwerk, materieel, enz. 1,200

Over te dragen. 2,428,300

Overdracht. . .	2,428,500
» Vergoedingen verleend aan de officieren van militie . . .	56,000
» Kosten van beheer der kas	15,000
» Pensioenen der militairen door het Departement van Oorlog opnieuw in dienst genomen	42,200
» Korting van 1/2 t. h. aan de boekhouders van den Staat uit hoofde van de ontvangsten voor rekening der kas	17,000
Hetzij. . . . fr.	2,552,500

5de VRAAG.

Werd er beschikt over de sommen voor militaire uitgaven die op de Begrooting voor 1909 zijn gebracht en door vooraflichtingen op de kas voor plaatsvervangings moeten gedekt worden?

Zoo ja, in welke mate?

ANTWOORD.

« Niet alleen zijn die kredieten beschikbaar, maar het ware onmogelijk volgens de wet daarover te beschikken.

» Ten hoogste werd, in het belang van den Staat evenals in dit van de nijverheid, een hoofdzakelijk, voorwaardelijk accoord gesloten met het oog op eene overeenkomst die in 't begin van het aanstaande dienstjaar moet aangegaan worden en eene som van 2,296,000 zou bedragen, ten laste van artikelen 38 en 39. »

6de VRAAG.

Ware het niet mogelijk de Congoleesche vennootschappen (Belgisch Congoland) niet te onderwerpen aan artikel 4 der fiscale bepalingen, ten einde deze geldmiddelen voor de Begrooting der kolonie te bewaren?

ANTWOORD.

« Artikel één van het ontwerp wijzigd hoegenaamd het belastingstelsel niet, waaraan, binnen de kolonie, de vennootschappen met beperkte verantwoordelijkheid, door het decreet erkend, eenerzijds, en de Belgische vennootschappen of aandeelen die in Congoland werken, anderzijds, onderworpen zijn.

» Die bepaling heeft, wat haar betreft, slechts ten doel hetzelfde patentrecht toepasselijk te maken op die vennootschappen welke feitelijk, in België, onder gelijke voorwaarden werken en enkel door een anderen naam daarvan verschillen. »



Gelidelijke toeneming van de ontvangsten 1895-1909.

BIJLAGE II.

	Geheel bedrag van de ontvangsten.	Tolrechten.	Accijnsrechten.	Registratie, enz.	Weggelden.	Grondbelasting.	Personeele belasting.	Patentrecht.
1893.	371,828,913	30,200,000	45,300,000	50,600,000	171,065,378	24,958,000	19,314,000	7,182,831
1896.	388,657,583	38,799,769	50,309,500	51,628,344	177,416,005	25,128,000	19,654,000	7,814,636
1897.	430,839,643	37,793,510	68,717,447	52,943,865	188,626,897	25,294,039	20,000,000	8,075,126
1898.	439,281,905	37,271,879	58,805,491	56,399,584	207,953,178	25,483,539	20,306,051	10,767,896
1899.	469,031,405	40,805,061	63,593,111	60,715,664	226,047,841	25,697,840	20,635,074	9,678,481
1900.	494,105,773	43,616,914	67,494,128	64,561,285	232,691,836	25,924,130	20,988,627	9,899,207
1901.	501,249,230	42,525,266	73,275,119	64,648,918	232,383,411	26,200,004	21,340,631	9,501,884
1902.	504,305,188	41,808,228	71,509,715	63,340,605	240,931,424	26,482,177	21,674,686	10,296,464
1903.	513,851,261	44,071,833	61,198,811	62,521,772	251,379,232	26,759,482	22,009,738	10,481,161
1904.	533,109,543	46,345,391	70,364,641	66,186,070	260,722,282	27,041,952	22,478,062	10,877,578
1905.	581,352,356	52,059,420	88,509,620	68,680,431	278,844,637	27,351,388	22,973,795	12,123,498
1906.	597,168,157	52,874,288	80,752,762	74,241,121	291,482,340	27,665,072	23,432,374	13,484,830
1907.	616,810,481	54,492,928	77,534,251	76,201,000	298,467,550	27,987,219	23,927,644	14,375,439
1908.	621,404,924	53,111,250	80,603,150	72,158,000	316,000,000	28,300,000	24,440,000	(1) 14,610,000
1909.	619,200,944	53,498,400	78,486,100	73,203,000	305,000,000	28,620,000	25,024,000	(1) 14,610,000

(1) De cijfers voor 1908 en 1909 zijn die van de ramingen in de begrotingen.